Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **Département du pilotage de la mobilité** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2021-723** **29/09/2021**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 32

Objet : Appel à candidature : 32 postes au titre de la mobilité « au fil de l'eau ».

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite au " fil de l'eau " ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Cabinet du ministre de l'agriculture et de l'alimentation :

- 1 poste de médiateur.rice des relations commerciales agricoles

Poste vacant

Date limite de candidature : 29/10/2021.

Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises :

- 1 poste de chargé.e de mission PSN

Poste vacant

Date limite de candidature : 15/10/2021.

- 1 poste de chargé.e de mission Réforme de l'assurance climatique

Poste vacant

Date limite de candidature : 22/10/2021.

Secrétariat général - Service des affaires financières, sociales et logistiques :

- 1 poste de chargé.e de mission budgétaire T2

Poste vacant

Date limite de candidature : 29/10/2021.

Secrétariat général - Service des ressources humaines:

- 1 postes de gestionnaire de corps

Poste vacant

Date limite de candidature : 29/10/2021.

- 1 postes de chargé.e de mission GEPEC ESA/ETA

Poste vacant

Date limite de candidature : 29/10/2021.

- 1 postes de responsable pôle santé et sécurité au travail

Poste vacant

Date limite de candidature : 29/10/2021.

- 1 postes d’adjoint.e chef de bureau

Poste vacant

Date limite de candidature : 29/10/2021.

- 1 postes de responsable section des affaires médicales

Poste vacant

Date limite de candidature : 29/10/2021.

EPNEFPA de Mayotte:

- 1 poste de chargé de mission – questions patrimoniales et logistiques

Poste vacant

Date limite de candidature : 29/10/2021.

Direction générale de l’enseignement et de la recherche :

- 1 poste de chargé.e de mission dialogue social

Poste vacant

Date limite de candidature : 22/10/2021.

Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Var :

- 1 poste de chef.fe de service

Poste vacant

Date limite de candidature : 29/10/2021.

Direction Régionale de l’Alimentation, de l’Agriculture et de la Forêt :

- 1 poste de chef.fe de la mission défense et sécurité zone sud

Poste vacant

Date limite de candidature : 29/10/2021.

Montpellier SupAgro :

- 1 poste de directeur.rice de l’institut d’éducation

Poste vacant

Date limite de candidature : 29/10/2021.

- 1 poste de responsable de la Mission d’Appui au Pilotage

Poste vacant

Date limite de candidature : 29/10/2021.

Agrocampus Ouest :

- 1 poste de technicien.ne en Entomologie et Protection des Plantes

Poste vacant

Date limite de candidature : 29/10/2021.

VetAgro Sup :

- 1 poste de secrétaire Caissier

Poste vacant

Date limite de candidature : 29/10/2021.

Ecole nationale vétérinaire d'Alfort:

- 1 poste de chef.fe de gestionnaire

Poste vacant

Date limite de candidature : 29/10/2021.

- 1 poste de responsable juridique

Poste vacant

Date limite de candidature : 29/10/2021.

Direction départementale de la protection des populations de l'Aisne :

- 1 poste d’adjoint. au chef de service

Poste vacant

Date limite de candidature : 29/10/2021.

Direction départementale de la protection des populations des Bouches du Rhône :

- 1 poste d’adjoint.e chef de service

Poste vacant

Date limite de candidature : 29/10/2021.

Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Creuse :

- 1 poste de secrétaire technique

Poste vacant

Date limite de candidature : 29/10/2021.

Direction départementale de l’emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Dordogne :

- 1 poste de vétérinaire officiel en abattoir

Poste vacant

Date limite de candidature : 29/10/2021.

- 1 poste de vétérinaire

Poste vacant

Date limite de candidature : 29/10/2021.

Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Lozère:

- 1 poste de chef.fe de service

Poste vacant

Date limite de candidature : 29/10/2021.

Direction départementale de la protection des populations des Pyrénées-Atlantiques :

- 1 poste de Vétérinaire inspection USDA

Poste vacant

Date limite de candidature : 15/10/2021.

- 1 poste de responsable du service d'inspection

Poste vacant

Date limite de candidature : 29/10/2021.

Direction départementale de la protection des populations de Paris :

- 1 poste de chargé.e d'inspection vétérinaire officiel

Poste vacant

Date limite de candidature : 29/10/2021.

Direction départementale de la protection des populations de la Vienne :

- 1 poste de chef.fe de service

Poste vacant

Date limite de candidature : 29/10/2021.

Direction départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations des Vosges :

- 1 poste de chef.fe de service

Poste vacant

Date limite de candidature : 29/10/2021.

Direction Régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt Occitanie :

- 1 poste de COSIR

Poste vacant

Date limite de candidature : 29/10/2021.

- 1 poste de chef.fe d'unité Santé des végétaux

Poste vacant

Date limite de candidature : 29/10/2021.

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

Ministère de l’agriculture et de l’alimentation

Médiateur des Relations Commerciales Agricoles

N° du poste : A5MED00008 **Catégorie : A+**	
Poste vacant	
Présentation de l’environnement professionnel	Le Médiateur des relations commerciales agricoles, créé par la loi de modernisation de l'agriculture du 27 juillet 2010 est régi par l’article L. 631-27 du code rural et de la pêche maritime (CRPM). Il est nommé par décret et placé auprès du ministre de l'agriculture et de l'alimentation.
Description des missions à exercer	Le médiateur des relations commerciales agricoles a pour principale mission de faciliter le dialogue entre partenaires commerciaux de la chaîne alimentaire, de l’amont à l’aval (producteurs, transformateurs, distributeurs). Il peut être ainsi saisi de tout litige relatif à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat ayant pour objet la vente ou la livraison de produits agricoles, ou la vente ou la livraison de produits alimentaires destinés à la revente ou à la transformation, y compris les litiges liés à la renégociation du prix prévue à l'article L. 441-8 du code de commerce ou à un accord-cadre prévu à l'article L. 631-24 du CRPM. Dans ce cadre, il prend toute initiative de nature à favoriser la résolution amiable des conflits et le cas échéant à rétablir les échanges entre les parties en litige sur un contrat de vente agricole ou alimentaire. Il instruit les dossiers dont il est saisi en toute indépendance et dans la plus stricte confidentialité et aide les parties à co-construire une solution permettant la poursuite de leurs relations commerciales. Le chapitre Ier du titre II de la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative est applicable aux médiations qu'il effectue. Les missions du médiateur des relations commerciales agricoles ont été renforcée par la loi pour l’équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et une alimentation saine et durable dite « EGAlim » du 30 octobre 2018. Conformément aux dispositions de l’article L.631-27 du CRPM, le médiateur peut : • recommander la suppression ou la modification des projets de contrat ou d’accord-cadre ou des contrats et accords-cadres dont il estime qu’ils présentent un caractère abusif ou manifestement déséquilibré ou qu’il estime non conformes à la loi ; • émettre un avis sur toute question transversale relative aux relations contractuelles ; • saisir le ministre chargé de l’économie de toute clause des contrats ou accords-cadres ou de toute pratique liée à ces contrats ou accords-cadres qu'il estime présenter un caractère abusif ou manifestement déséquilibré afin que le ministre puisse, le cas échéant, introduire une

	action devant la juridiction compétente ; • émettre à la demande d'une organisation membre d'une interprofession tout avis ou recommandation sur les indicateurs de référence pour les relations contractuelles ; • émettre, sur demande conjointe des ministres chargés de l'économie et de l'agriculture, des recommandations sur les modalités de partage équitable de la valeur ajoutée entre les étapes de production, de transformation, de commercialisation et de distribution des produits agricoles et alimentaires ; • décider de rendre publics ses conclusions, avis ou recommandations, y compris ceux auxquels il est parvenu au terme d'une médiation, après information préalable des parties. Sa mission devra par ailleurs se conformer à la loi visant à protéger la rémunération des agriculteurs, actuellement en discussion, si celle-ci venait à aboutir. En particulier, son action s'articulera, s'agissant des différends entre les producteurs et leur premier acheteur, au comité de règlements des différends, si celui-ci venait à être adopté. Il pourra en particulier le saisir si la médiation dont il a la charge n'a pu aboutir. En cas d'adoption de ce texte, il pourra également être saisi, soit à titre individuel, soit à titre collectif, pour aider à la mise en place de la loi, sur le maillon amont, comme sur le maillon aval. Le médiateur transmet annuellement au ministre chargé de l'agriculture et de l'alimentation un bilan des médiations réalisées. Il préside également les travaux de l'Observatoire des relations commerciales annuelles, groupe de travail réunissant les entreprises prenant part aux négociations commerciales. L'activité de la médiation s'inscrit dans un contexte en pleine évolution, marqué par un cadre juridique rénové et qui entend favoriser un recours croissant à la médiation, confirmant le rôle essentiel du médiateur et sa visibilité importante auprès des acteurs de la chaîne agro-alimentaire sur des sujets qui revêtent une acuité politique majeure, notamment lors des négociations commerciales annuelles. Le médiateur devra encadrer, coordonner et animer une équipe de quatre médiateurs délégués/experts et deux chefs de projets, chargés de la prise en charge des saisines et de suivi de l'activité consultative de la médiation, sur la base de lignes directrices claires.
Champ relationnel du poste	Producteurs agricoles, organisations de producteurs et leurs associations, coopératives agricoles, négociants, transformateurs agroalimentaires, grossistes, distributeurs, restaurateurs hors domicile. Organisations interprofessionnelles, syndicats, fédérations. Services du ministère de l'agriculture et de l'alimentation. Services du ministère de l'économie des finances et de la relance Médiateur des Entreprises Médiateur de la Coopération agricole
Compétences liées au poste	Le candidat retenu devra avoir une expérience des règles juridiques et du cadre législatif et règlementaire régissant les relations entre les acteurs des filières alimentaires, avec en particulier une connaissance opérationnelle du droit de la concurrence. Le poste demande également une bonne connaissance du monde agricole tout comme une capacité à maîtriser les

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">enjeux économiques et financiers de ces relations. Il devra faire preuve d'une grande capacité d'analyse et de synthèse ainsi que d'une aptitude marquée à la négociation. Une expérience confirmée au sein d'une autorité de régulation serait considérée comme un atout.</td></tr>
<tr><td></td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td></td><td>Connaissance du secteur de production agricole et de l’industrie agro-alimentaire.
Maitrise de l’ensemble du corpus législatif et réglementaire spécifique à la négociation commerciale.
Expérience de la médiation.</td><td>Réactivité, rigueur, capacité d'analyse et synthèse.
Excellent relationnel.
Indépendance, neutralité, impartialité et confidentialité.
Excellentes compétences rédactionnelles.
Compétences managériales.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter ?</td><td colspan="2">Les candidatures sont à adresser à la Déléguée à la mobilité et aux carrières du ministère de l’agriculture dmc.sg@agriculture.gouv.fr ainsi qu’à la sous-direction de la compétitivité des entreprises du Ministère de l’agriculture : mylene.testut-neves@agriculture.gouv.fr

Tous renseignements administratifs complémentaires peuvent être obtenus auprès de la Déléguée à la mobilité et aux carrières (tél. : 01 49 55 41 55).</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises - DGPE
3, rue Barbet de Jouy 75349 Paris 07 SP
Service Gouvernance et gestion de la PAC - SGPAC
Sous-Direction Gestion des aides PAC - SDPAC
Bureau Aides aux zones défavorisées et à l'agro-environnement - BAZDA
Poste ouvert aux contractuels Fondement : article 4-2° de la loi 84-16 du 11 janvier 1984

Chargé.e de mission PSN

N° de publication : **Référence du poste : A5PAC00102** **Catégorie : A1**		
Corps		**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état		4
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		4.1
Poste V (Vacant)		
Présentation de l'environnement professionnel	Le Bureau des aides aux zones défavorisées et à l'agroenvironnement est chargé de l'élaboration, de la négociation et de la mise en œuvre des réglementations relatives aux aides surfaciques du 2nd piler de la PAC. Ce bureau est en particulier chargé de la négociation, de l'élaboration et de la définition des MAEC, des aides en faveur de l'agriculture biologique et de l'ICHN. Il pilote également les réflexions sur les PSE et assure le suivi des zonages Montagne et des zones défavorisées.	
Objectifs du poste	Ce poste vise, au sein du bureau, à coordonner et à piloter le suivi des négociations relatives à la future PAC afin de permettre une prise en compte des spécificités liées aux dispositifs gérés par le bureau et à préparer la mise en oeuvre des nouveaux dispositifs dans les meilleures conditions. Il vise également à participer à animer le dossier des Paiement pour Service Environnementaux (PSE) et à suivre les études menées sur les dispositifs du bureau.	
Description des missions	En participant aux réflexions sur la future PAC, le(la) chargé(e) de mission veille à la prise en compte des enjeux spécifiques aux différents dispositifs gérés par le bureau, permet de tenir l'équipe au fait des dernières évolutions, s'assure de la bonne compréhension et de la prise en compte des enjeux du second pilier surfacique. Il-Elle propose des stratégies et des prises de position sur les sujets du bureau et participe ainsi à plusieurs comités nationaux ou au niveau européen. Elle anime également au sein de l'équipe les travaux nécessaires pour rédiger le fonctionnement des mesures de la future programmation PAC. Il-Elle assurera également l'animation des réflexions sur la thématique des Paiements pour Services Environnementaux, en lien avec les différents partenaires du ministère. En particulier, il-elle sera le point focal pour les différentes initiatives visant à développer de nouveaux dispositifs. Il-elle assurera également le pilotage et le suivi des études du bureau.	
Champ relationnel du poste	Autres sous-directions de la DGPE, autres directions du MAA, autres Ministères Services déconcentrés Agence de services et de paiement Commission européenne Organisations professionnelles agricoles Partenaires techniques (INRAE, APCA, Parcs, Agence de l'Eau).	
Compétences	**Savoirs**	**Savoir-faire**

liées au poste	Capacité d'analyse et de synthèse, rigueur, sens de l'organisation. Pratique de l'anglais Connaissance experte de la PAC, en particulier des dispositifs du 2n pilier (MAEC, ICHN, bio) Notions d'agronomie.	Le profil recherché requiert dynamisme, autonomie, rigueur, des qualités rédactionnelles et une grande aptitude au travail en équipe et d'excellentes qualité de négociation.
Personnes à contacter	Yves AUFFRET – Sous directeur Gestion des aides de la PAC 01 49 55 42 45 yves.auffret@agriculture.gouv.fr Avril GOMMARD- adjointe au sous-directeur- 01 49 55 55 32 avril.gommard@agriculture.gouv.fr Juliette PRADE - Cheffe du bureau – 01 49 55 56 58 – juliette.prade@agriculture.gouv.fr Sébastien FAUGERE Chef MAG-RH 01 49 55 50 78 mobilite-mag-rh.dgpe@agriculture.gouv.fr	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
DGPE
3, rue Barbet de Jouy 75349 Paris 07 SP
Service Compétitivité et Performance Environnementale - SCPE
Sous-direction Compétitivité - SDC
Bureau Gestion des Risques - BGR
POSTE NON-OUVERT AUX CONTRACTUELS

Chargé.e de mission Réforme de l'assurance climatique

N° de publication : **Référence du poste : A5SCP00143** **Catégorie : A2**	
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	4
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	4.1
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	4.1
Inspecteur de santé publique vétérinaire	3.1
Poste V (Vacant)	
Présentation de l'environnement professionnel	Le bureau met en œuvre les politiques publiques soutenant les agriculteurs face aux aléas climatiques et aux risques sanitaires et environnementaux. Il élabore également les mesures de soutien aux exploitants en difficultés structurelles. Il participe enfin à l'élaboration des mesures en cas de crises conjoncturelles. En ce qui concerne plus particulièrement les risques climatiques, il gère le soutien à l'assurance récolte et le régime de « calamités agricoles ».
Objectifs du poste	Assurer le pilotage et la mise en œuvre de la réforme des outils de gestion des risques climatiques, dont l'assurance récolte et le fonds des calamités agricoles, en lien avec les chargés de mission thématiques. Préparer les éléments constitutifs de la réforme (législatifs, réglementaires, aspects budgétaires) puis la mise en œuvre opérationnelle.
Description des missions	La réforme de la gestion des outils climatiques doit être progressivement mise en oeuvre dès le début 2023. Elle a vocation à modifier en profondeur le fonctionnement de l'assurance récolte et des calamités agricoles, outils existants de soutien publique pour les agriculteurs confrontés aux risques climatiques. Le chargé de mission a pour objectif de piloter la conception et la mise en oeuvre (législative et réglementaire, budgétaire, opérationnelle) du dispositif rénové. Il travaille en lien étroit avec les chargés de mission "assurance récolte" et "calamités agricoles" et en lien permanent avec le chef de bureau compte-tenu de la dimension stratégique de cette réforme.

Champ relationnel du poste	Relations fortes avec : - l'interministériel (direction du budget et direction générale du Trésor en particulier) - les organisations professionnelles agricoles - les assureurs et réassureurs.	
Compétences liées au poste	**Savoirs**	**Savoir-faire**
	Aucun diplôme vétérinaire exigé Intérêt pour l'élaboration et l'interprétation de textes réglementaires Appétence pour les dossiers à dimension budgétaire Capacité de gestion de dispositif d'aides Intérêt pour les questions économiques, agronomiques ou climatiques.	Capacités d'analyse et de synthèse Rigueur, organisation et réactivité Maitrise de l'outil Excel Travail en équipe.
Personnes à contacter	Mme Mylène TESTUT NEVES Fonction : Sous-Directrice Compétitivité mail : mylene.testut-neves@agriculture.gouv.fr Mme Marion MONDOT Fonction : Cheffe du Bureau Gestion des risques Tel : 01 49 55 53 64 mail : marion.mondot@agriculture.gouv.fr Sébastien FAUGERE Chef MAG-RH 01 49 55 50 78 mobilite-mag-rh.dgpe@agriculture.gouv.fr	

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
Secrétariat général - Service des affaires financières, sociales et logistiques
Sous-Direction des affaires budgétaires et comptables - Bureau de la fiscalité et du budget
78, rue de Varenne – 75349 Paris 07 SP
Chargé(e) de mission budgétaire « Titre 2 » (emplois et masse salariale)

N°ODISSEE : A5SAF00028

Recrutement contractuels : Loi 84-16 article 4.2

Chargé.e de mission budgétaire T2

<table>
<tr><td colspan="3">N° de publication : Référence du poste : A5SAF00028

Catégorie : A2</td></tr>
<tr><td colspan="2">Corps</td><td>Groupe RIFSEEP</td></tr>
<tr><td colspan="2">Attaché d'administration de l'état</td><td>4</td></tr>
<tr><td colspan="2">Agent contractuel</td><td>NA</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste V (Vacant)</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Le bureau de la fiscalité et du budget (BFB) coordonne l’élaboration du projet de loi de finances (PLF) sur les volets budgétaire et fiscal, et le suivi de l’exécution budgétaire de l’année en cours. Il rend également compte de l’exécution de l’année passée. Le BFB compte un effectif de 10 agents.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Le chargé de mission est responsable du suivi des emplois et des dépenses de personnel du ministère. Son positionnement lui permet d’acquérir une connaissance précise des enjeux financiers liés à la gestion des ressources humaines du MAA.</td></tr>
<tr><td>Description des missions</td><td colspan="2">Toutes les missions sont effectuées en lien avec le service des ressources humaines :
• Préparation des positions du ministère pour les négociations avec la direction du budget (ministère chargé des comptes publics) ; participation à l’élaboration du projet de loi de finances et des documents annexés (projets annuels de performance, etc.) ; suivi de l’examen parlementaire du PLF ;
• Suivi de l’exécution budgétaire de l’année en cours en lien avec les services du contrôleur budgétaire et comptable ministériel ;
• Préparation des réponses à la Cour des Comptes sur l’exécution budgétaire de l’année précédente.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Le service des ressources humaines ; les autres directions d’administration centrale ; la direction du budget (ministère chargé des comptes publics) ; les services du contrôleur budgétaire et comptable ministériel ; la Cour des comptes.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>Maîtrise des outils bureautiques : tableur et traitement de texte, voire gestion de bases de données
Si possible, connaissance de l’application Chorus</td><td>Rigueur, méthode, curiosité, esprit critique, disponibilité, réactivité
Bonne capacité de synthèse et qualités rédactionnelles
Appétence indispensable pour les</td></tr>
</table>

	Des connaissances en finances publiques, et notamment en gestion du titre 2, seraient appréciées	sujets financiers Aptitude au travail en équipe et goût prononcé du contact
Personnes à contacter	Mme Flora CLAQUIN, sous-directrice des affaires budgétaires et comptables 01.49.55.50.15 flora.claquin@agriculture.gouv.fr M. Pierre MARIE, adjoint à la sous-directrice des affaires budgétaires et comptables 01.49.55.43.88 pierre.marie@agriculture.gouv.fr Mme Anaïs MANDIN, cheffe du bureau de la fiscalité et du budget 01.49.55.74.37 anais.mandin@agriculture.gouv.fr M. Moctar DIABY, adjoint à la cheffe de bureau 01.49.55.43.20 – moctar.diaby@agriculture.gouv.fr	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération
Bureau de gestion des personnels enseignants et des personnels de la filière formation-recherche
Gestionnaire des personnels enseignants de l'enseignement privé sous contrat
19 avenue du Maine - 75015 PARIS
N°ODISSEE : A5SRH00142

Recrutement contractuels : Loi 84-16 article 4.3

Gestionnaire de corps

<table>
<tr><td colspan="3">N° de publication : Référence du poste : A5SRH00142

Catégorie : B</td></tr>
<tr><td colspan="2">Corps</td><td>Groupe RIFSEEP</td></tr>
<tr><td colspan="2">Secrétaire administratif</td><td>2</td></tr>
<tr><td colspan="2">Agent contractuel</td><td>NA</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste V (Vacant)</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Au sein du service des ressources humaines, la SDCAR assure le pilotage de la gestion des carrières, de l'organisation de la gestion administrative des personnels et de la mise en œuvre de la paie des agents. Le bureau de gestion des personnels enseignants et des personnels de la filière formation recherche est chargé de la gestion et du suivi de ces corps au sein du MAA.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Réaliser la gestion administrative et financière d'une partie des enseignants de l'enseignement privé sous contrat : assurer la gestion individuelle des carrières des agents, la gestion de leurs rémunérations et la préparation des commissions consultatives mixtes (CCM).</td></tr>
<tr><td>Description des missions</td><td colspan="2">– assurer la gestion administrative et la paie des agents concernés : préparation des actes juridiques de gestion des agents, suivi administratif de leur carrière, traduction des actes de gestion en matière de rémunération ;
– apporter aux correspondants académiques les informations générales et individuelles relatives à la gestion des ressources humaines ;
– répondre aux demandes d'information des agents sur leur situation administrative ;
– assurer la gestion statutaire et participer au dialogue social, en équipe, sous la coordination de l'adjointe à la cheffe de bureau chargée du secteur (préparation des CCM)
– participer, le cas échéant, à la mise en œuvre des grands projets du secrétariat général et des projets du bureau.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">– en interne : équipe des gestionnaires, gestionnaire référent, coordonnateur paye, adjoint du secteur et cheffe de bureau ;
– relations avec les correspondants du responsable de programme (DGER) et les gestionnaires de proximité des services déconcentrés
– relations avec les agents</td></tr>
<tr><td>Compétences</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
</table>

liées au poste		
	De préférence : – connaissance des règles de gestion des agents publics – connaissance de la paie – connaissance des outils informatiques (RENOIRH, Business Object) Formations et tutorat prévus.	– Dynamisme, rigueur, sens des relations humaines, goût pour le travail en équipe – Capacité d'organisation, polyvalence – Discrétion professionnelle, disponibilité – Capacités d'adaptation à des outils informatiques
Personnes à contacter	Laure BATALLA – chef du bureau : 01.49.55.53.70 laure.batalla@agriculture.gouv.fr Aurélie TIGER– adjointe: 01.49.55.53.75 aurelie.tiger@agriculture.gouv.fr	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Secrétariat général - Service des ressources humaines (SRH)
Mission du pilotage des emplois et des compétences (MIPEC)

78 rue de Varenne – 75007 PARIS

N°ODISSEE : A5SRH00015

Recrutement contractuel : Loi 84-16 article 4.2

Chargé.e de mission GEPEC ESA/ETA

N° de publication : **Référence du poste : A5SRH00015** **Catégorie : A1**	
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	4
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	4.1
Agent contractuel	NA
Poste V (Vacant)	
Présentation de l'environnement professionnel	La MIPEC, organisée en deux pôles, anime et coordonne la gestion prévisionnelle des ressources humaines. Elle assure la programmation et le suivi de la masse salariale, des effectifs et coordonne la politique indemnitaire. Elle assure le développement d'une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) pour le MAA, le suivi des évolutions des missions du ministère et en évalue les conséquences quantitatives ou qualitatives sur les métiers actuels ou émergents.
Objectifs du poste	Contribue à l'adéquation entre les effectifs, les compétences et les missions spécifiques des services en proposant et mettant en œuvre les leviers appropriés sur le plan qualitatif. Apporter une approche à long et moyen termes sur la politique ministérielle des ressources humaines du ministère et ses opérateurs dans le champ de l'enseignement agricole et de la recherche (supérieur et technique).
Description des missions	• Analyser et identifier les emplois, les qualifications et des compétences nécessaires immédiatement, leur évolution à moyen terme et assurer une prospective sur leur évolution à long terme pour les agents et services ministériels et ses opérateurs • Assurer une veille sur l'évolution de ces métiers et anticiper les besoins quantitatifs et qualitatifs de leurs évolutions ; Elaborer des scénarios d'évolution • Élaborer le plan de gestion prévisionnelle des ressources humaines (GPRH) et coordonner le plan d'actions et ses évolutions ainsi que la contribution des parties prenantes à la démarche de GPRH ; Conseiller et accompagner les services dans la mise en œuvre du plan de GPRH, en lien avec l'organisation des recrutements, des promotions et des formations • Coordonner les études menées par l'Observatoire des missions et des métiers en apportant appui méthodologique, garantir la déontologie et la qualité des travaux rendus

Champ relationnel du poste	Directions d'administration centrale / Réseaux de structures déconcentrées / Opérateurs Direction générale de l'administration et de la fonction publique Bureaux du service des ressources humaines	
Compétences liées au poste	**Savoirs**	**Savoir-faire**
	Connaissance du ministère, de ses opérateurs et de ses politiques publiques. Piloter des projets et des études et en assurer la synthèse, la diffusion et animer des équipes. Concevoir des requêtes sur RenoiRH et Excel. Très bonne qualité rédactionn	Sens de l'organisation Réactivité Autonomie Sens de l'analyse et de la synthèse Sens du relationnel Rigueur d'exécution des tâches
Personnes à contacter	Sébastien Brousse, chef de la mission du pilotage des emplois et des compétences sebastien.brousse@agriculture.gouv.fr 07.64.87.73.83	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Secrétariat général - Service des ressources humaines
Sous-direction du développement professionnel et des relations sociales (S/DDPRS)
Bureau de l'action sanitaire et sociale
78, rue de Varenne. 75007 Paris

Chef du pôle santé et sécurité au travail
N°ODISSEE : A5SRH00214

Recrutement contractuel : Loi 84-16 article 4.2

Responsable

N° de publication : **Référence du poste : A5SRH00214** **Catégorie : A2**		
Corps		**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état		3
Agent contractuel		NA
Poste V (Vacant)		
Présentation de l'environnement professionnel	Le bureau anime et coordonne la politique du ministère en matière d'action sanitaire et sociale. Il comprend 20 agents. Il est organisé en trois pôles : handicap, action sociale et santé, sécurité au travail. Le service de médecine de prévention (surveillance médicale des agents d'administration centrale) et le service social, incluant le pilotage du réseau des 16 assistants de service social, lui sont rattachés.	
Objectifs du poste	Sous l'autorité du chef du bureau et de ses adjoints, le chef de pôle est chargé de l'animation, du management, du fonctionnement du pôle et de la conduite en propre de certains dossiers, notamment concernant le Brexit.	
Description des missions	- Participer à la mise en œuvre de la politique ministérielle en matière de santé, sécurité au travail en veillant à contribuer au dialogue social de qualité : - piloter les réunions des CHSCT ministériel et d'administration centrale et suivre ou mettre en œuvre les recommandations qui en découlent, - suivre et actualiser l'ensemble des plans ou documents contribuant l'amélioration de la SST avec les services et acteurs SST concernés, - piloter l'organisation des comités médicaux et commission de réforme d'AC et des établissements supérieurs, - participer aux réunions de service interministérielles concernant les domaines relevant de la SST et conduire les enquêtes qui en découlent.	
Champ relationnel du poste	Président du CHSCT/M, ISST, assistants de prévention, membres des CHSCT, Mutualité sociale agricole, DRAAF, correspondants des autres ministères sur ses domaines de compétences, DGAFP	
Compétences	**Savoirs**	**Savoir-faire**

liées au poste	Connaissance du ministère souhaitée Sens du dialogue social Bonne connaissance des logiciels de traitements de texte et des tableurs Connaissance du cadre juridique	Capacités relationnelles, rédactionnelles et d'animation,y-compris en mode projet, Sens de l'organisation, Dynamisme et réactivité, Esprit de synthèse, Discrétion, écoute et disponibilité, Force de proposition
Personnes à contacter	Mme Armelle FALASCHI, cheffe de bureau Tel : 01 49 55 53 20 armelle.falaschi@agriculture.gouv.fr Mme. Essi AGBAVON, adjointe à la cheffe de bureau. Tel. 01 49 55 81 63 essi.agbavon@agriculture.gouv.fr	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Secrétariat Général - Service des Ressources Humaines
Sous-Direction du développement professionnel et des relations sociales
Bureau de la formation continue et du développement des compétences
Localisation du poste à Paris, 78 rue de Varenne 75007
Adjoint(e) au chef de bureau

N°ODISSEE : A5SRH00234

Recrutement contractuel : Loi 84-16 article 4.2

Adjoint.e chef de bureau

N° de publication : **Référence du poste : A5SRH00234** **Catégorie : A2**	
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	3
Agent contractuel	NA
Poste V (Vacant)	
Présentation de l'environnement professionnel	Le BFCDC élabore la politique de formation continue du MAA. Il anime le réseau des délégués régionaux formation continue en D(R)AAF. Il intervient au niveau interministériel. Il pilote la mise en œuvre de l'accompagnement en formation continue des politiques publiques RH mises en œuvre au MAA. Il contribue au pilotage du plan managérial et organise le CTM-formation continue.
Objectifs du poste	Au sein d'un bureau constitué de 6 chargé(e)s de mission (catégorie A), l'adjoint(e), en lien avec la cheffe du bureau, assure la coordination fonctionnelle et opérationnelle du BFCDC dans la mise en œuvre des dossiers relevant de la compétence du bureau. A ce titre, Il/elle participe à l'encadrement de l'équipe et assure l'intérim de la cheffe de bureau.
Description des missions	En lien avec le chef de bureau : définition des objectifs et représentation (tout niveau ministériel et interministériel) du bureau, management de l'équipe. Contribution à l'activité du bureau, notamment : - Actualisation de la note d'orientation pluriannuelle de la formation continue en lien avec les directions « métiers » et le schéma directeur de la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de l'État piloté par la DGAFP - Coordination de l'élaboration du programme national de formation en lien avec les DAC du ministère, les services déconcentrés ainsi que l'INFOMA et l'ENSV - Préparation des CT- section formation continue - Contribution à la rénovation et au pilotage du plan managérial en lien avec le chargé de mission responsable de sa mise en œuvre opérationnelle. L'adjoint.e peut également être chargé.e du pilotage de dossiers transversaux dans le domaine du pilotage des compétences et du déploiement des outils associés.

<table>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Au sein du SRH, notamment BFCDC, MIPEC, MISIRH, RAPS, Directions AC, DMC, DRAAF, DAJ, Les correspondants des autres ministères sur ses domaines de compétences. La DGAFP pour le volet interministériel</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>- Management
- Connaissance du domaine de la formation, de la gestion des compétences et des institutions du MAA
- Juridiques particulièrement des procédures de marchés publics
- Pilotage en mode projet et en réseau</td><td>- Rigueur, et sens de l'organisation
- Capacités relationnelles, rédactionnelles et d'animation
- Dynamisme et adaptation aux changements
- Capacité d’initiative et de propositions.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Mme Alexandra NOEL, cheffe du Bureau de la Formation Continue et du Développement des Compétences tel : 01 49 55 44 99 ; alexandra.noel@agriculture.gouv.fr
Mme Virginie FARJOT, sous-directrice Tel : 01 49 55 46 75 virginie.farjot@agriculture.gouv.fr
Mme Servane GILLIERS -VAN REYSEL, adjointe de la sous-directrice Tel : 01 49 55 43 36 servane.gilliers-van-reysel@agriculture.gouv.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
Service des ressources humaines
Sous-direction du développement professionnel et des relations sociales
Bureau de l'action sanitaire et sociale
78 rue de Varenne - 75007 PARIS

Recrutement contractuel : Loi 84-16 article 4.2

Responsable section des affaires médicales

<table>
<tr><td colspan="3">N° de publication : Référence du poste : A5SRH00322

Catégorie : A1</td></tr>
<tr><td colspan="2">Corps</td><td>Groupe RIFSEEP</td></tr>
<tr><td colspan="2">Attaché d'administration de l'état</td><td>4</td></tr>
<tr><td colspan="2">Agent contractuel</td><td>NA</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste V (Vacant)</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Le bureau anime et coordonne la politique du ministère en matière d'action sanitaire et sociale. Il comprend 20 agents. Il est organisé en trois pôles : handicap, action sociale et santé, sécurité au travail. Le service de médecine de prévention (surveillance médicale des agents d'administration centrale) et le service social, incluant le pilotage du réseau des 16 assistants de service social, lui sont rattachés.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Sous l'autorité du chef de pôle, le responsable de la section assure le pilotage de celle-ci composée d'1 agent de catégorie B en charge des accidents du travail et des maladies professionnelles. Il assure le secrétariat des instances médicales d'AC et des établissements supérieurs.
Il gère les dossiers relatifs aux affaires médicales et apporte son expertise aux services et aux agents. Il suit et met en œuvre les réformes réglementaires, notamment la réforme des instances médicales en 2022</td></tr>
<tr><td>Description des missions</td><td colspan="2">- Organiser, piloter et suivre les instances médicales relevant du bureau : relations avec les médecins conseils et le médecin du travail d'administration centrale, préparation des dossiers, des PV et du tableau des demandes, gestion des expertises
- Coordonner et suivre l'activité de l'agent de la section en lien avec le chef de pôle
- Piloter et mettre en œuvre les réformes intervenant en matière de santé au travail : rédaction de notes de services, participation aux réunions interministérielles, lien avec la conseillère technique nationale
- Apporter son expertise aux managers, RH de proximité et aux agents</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Médecins agréés et médecins conseils, cabinet médical d'AC, services RH de proximité d'AC et de SD, bureaux de gestion, représentants du personnels, agents du ministère, DGAFP</td></tr>
<tr><td>Compétences</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
</table>

liées au poste	Connaissance du cadre juridique relatifs aux congés de maladie et à la gestion administrative - paie Capacité d'analyse, synthèse et de rédaction Aptitude à être force de proposition connaissance des outils informatiques Connaissance du MAA appréciée	Aptitude au management Sens de l'organisation Discrétion (respect du secret médical) Ecoute et disponibilité Réactivité
Personnes à contacter	Mme Armelle FALASCHI, cheffe de bureau Tel : 01 49 55 53 20 armelle.falaschi@agriculture.gouv.fr Mme. Essi AGBAVON, adjointe à la cheffe de bureau. Tel. 01 49 55 81 63 essi.agbavon@agriculture.gouv.fr	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

FICHE DE POSTE

MOBILITÉ 2021
SECTEUR ENSEIGNEMENT TECHNIQUE AGRICOLE

EPNEFPA de Mayotte

Chargé de mission – questions patrimoniales et logistiques

N° renoirRH : A3AD033418
Corps attendu : Attaché
Catégorie (A, B ou C) : A
Cotation parcours professionnel : 1
Groupe RIFSEEP : G2
Poste vacant - poste ouvert au recrutement d'un contractuel sur la base de l'article 4-2 de la loi n°84-16 modifiée

Présentation de l'environnement professionnel	EPN composé d'un LPA (420 élèves), d'un CFPPA (40 000 h. stg.), d'une exploitation agricole en poly-activités et d'un atelier agroalimentaire. L'établissement déploie un projet d'investissements immobiliers comprenant la construction d'un internat, la rénovation du bâti du lycée, la rénovation de l'atelier agroalimentaire et le développement de plateaux techniques pédagogiques dont il assure la maitrise d'ouvrage.
Objectifs du poste	Sous l'autorité du directeur de l'EPN et du secrétaire général, l'agent assure principalement le traitement des questions relatives au patrimoine et à la logistique de l'EPN, en concertation avec le secrétaire général, en menant une réflexion prospective sur les constructions et aménagements et en conduisant la mise en œuvre des chantiers de construction, des opérations de maintenance et d'aménagement. Par ailleurs, il contribue aux missions du secrétariat général.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Participation à l'élaboration du schéma directeur de développement et d'aménagement de l'établissement et pilotage de sa mise en œuvre. Préparation et suivi des montages financiers pour les investissements immobiliers. Elaboration et suivi des marchés d'offre d'achat de biens et des prestations. Contrôle de la conformité des études et des estimations des prestataires. Coordination des activités des équipes techniques et logistiques, internes et externes. Participation à la gestion administrative, financière et comptable de l'EPN.
Champs relationnels du poste	Externe : DAAF – Agent comptable de l'EPN – DEAL – Rectorat – DIECCTE – Autres services de l'Etat - DGER Interne : Centres constitutifs de l'EPN
Compétences liées au poste Niveau : 1. Initié 2. Pratique 3. Maîtrise 4. Expert	**Savoirs** Connaissance des règles de la gestion patrimoniale immobilière des opérateurs publics (CG3P, Code de la commande publique, règles relatives à la maitrise d'ouvrage publique, …) Connaissance des instructions comptables des EPN Connaissance de la réglementation financière, santé, sécurité **Savoirs faire** Expertise en matière de droit administratif et de comptabilité publique - niveau 3 **Savoirs être** Bonne aptitude au dialogue social – niveau 3
Personne(s) à contacter	M. Christophe BRETAGNE, Directeur EPNEFPA Tel : 02 69 62 84 60 mail : christophe.bretagne@educagri.fr M. Richardson NAMINZO, secrétaire général EPNEFPA Tel : 02 69 62 84 83 mail : richardson.naminzo@educagri.fr

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction générale de l'enseignement et de la recherche
Sous-direction des établissements, des dotations et des compétences
Bureau de l'enseignement privé
1ter, avenue de Lowendal – 75007 Paris

Chargé.e de mission Dialogue social

<table>
<tr><td colspan="3">N° de publication : Référence du poste : A5SET00024

Catégorie : A1</td></tr>
<tr><td colspan="2">Corps</td><td>Groupe RIFSEEP</td></tr>
<tr><td colspan="2">Attaché d'administration de l'état</td><td>1</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste V (Vacant)</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'enseignement privé forme 94 000 élèves de la 4ème au BTS (60% des élèves de l'enseignement agricole technique) dans 368 MFR et 220 établissements des réseaux CNEAP et UNREP.
Le bureau pilote les moyens de l'Etat qui y sont dédiés : subventions de fonctionnement et financement des 4000 emplois d'enseignants contractuels.
Il définit le contenu de contrats pluriannuels avec les fédérations nationales (UNMFREO, CNEAP, UNREP. Il coordonne l'action des DRAAF, qui sont l'autorité académique ;</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Être en appui dans l'animation du dialogue social avec les organisations synd. représentatives des enseignants contractuels de droit public affectés dans les étab. privés sous contrat, ainsi que le dialogue avec les fédé. de l'enseignement agricole privé.
Assurer l'appui juridique auprès des DRAAF/SRFD dans la gestion des contrats d'asso. des établissements privés, ainsi qu'en matière de respect des obligations de service des enseignants.
Appuyer le chef de bureau sur les réformes engagés.</td></tr>
<tr><td>Description des missions</td><td colspan="2">- Assurer la préparation du comité consultatif ministériel (le CCM) ainsi que des groupes de travail associés conformément à la feuille de route du CCM.
- Assurer la préparation des réunions régulières avec les fédérations de l'enseignement agricole privé et, le cas échéant, des réunions tripartites.
- Coordonner la réalisation du bilan social de l'enseignement agricole privé avec le SRH du MAA.
- Assurer le soutien et l'appui juridique au chef de bureau et aux DRAAF/SRFD sur les contrats des établissements privés ainsi que les obligations de service des enseignants de droit public.
- Élaborer des fiches de procédure visant à améliorer la sécurité juridique des procédures internes au bureau ainsi que de l'autorité académique.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Direction générale et ensemble des services de la direction, Service des ressources humaines, Direction des affaires juridiques, DRAAF, fédérations de l'enseignement agricole privé, organisations syndicales.</td></tr>
<tr><td>Compétences</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
</table>

liées au poste	Connaissances juridiques Rédaction de notes administratives Animation de groupes de travail	Rigueur Réactivité Qualités rédactionnelles Qualités relationnelles Sens du travail en équipe Sens de l'initiative et autonomie
Personnes à contacter	Cédric MONTESINOS, sous-directeur des établissements, des dotations et des compétences, Laurence PERS-PHILIPPOUX, adjointe au sous-directeur Tél. : 01.49.55.52.42 cédric.montesinos@agriculture.gouv.fr– laurence.pers-philippoux@agriculture.gouv.frDépartement des affaires transversales mapat-pag-rh.dger@agriculture.gouv.fr	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Var
Service agriculture et forêt
244 avenue de l'Infanterie de Marine - 83000 TOULON

Chef.fe de service

N° de publication : **Référence du poste : A5D8300010** **Catégorie : A3**	
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	2.2
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	2.2
Inspecteur de santé publique vétérinaire	1.4
Poste V (Vacant)	
Présentation de l'environnement professionnel	Le service agriculture et forêt est en charge des aides aux agriculteurs, de la forêt (dont le défrichement et la défense des forêts contre l'incendie (DFCI)), de la chasse, et de la réglementation de préservation et de protection des troupeaux vis-à-vis du loup. Il est constitué de 26 agents répartis en quatre bureaux et une mission.
Objectifs du poste	Contribuer à la définition et la mise en œuvre des politiques agricoles, forestières et de gestion de la faune sauvage dans le département, en cohérence avec les autres politiques de l'État.
Description des missions	Définition des objectifs et des priorités du service Supervision de second niveau de l'activité des bureaux soutien à l'agriculture, développement rural, forêt-DFCI, chasse, faune sauvage et pastoralisme, et de la mission défrichement Dans le domaine forestier, fort enjeu sur la défense de la forêt contre l'incendie (contrôle des obligations légales de débroussaillement, financement des équipements DFCI en lien avec le Département, coordination du dispositif estival de patrouilles de prévention des feux de forêts en lien avec l'ONF, l'OFB, le Département, les comités communaux feux de forêt) Dans le domaine du pastoralisme, fort enjeu sur la protection des troupeaux contre la prédation lupine (objectif d'assurer les conditions de maintien de l'activité agricole et le respect du statut d'espèce protégée du loup)
Champ relationnel du poste	Poste placé sous l'autorité de la direction Participation aux comités de gouvernance de la DDTM Travail en inter-services, notamment avec le SEBIO, le SPP, le SAGJ et les référents territoriaux et chargés de missions En externe, représentation du service et collaboration avec de très nombreux partenaires (Préfecture, Conseil Dépt, chambre d'agri. et orga;s pro. agricoles,communes, maîtres d'ouvrage DFCI, ONF, SDIS, CNPF, Fédération

	départementale des chasseurs, OFB, DREAL, DRAAF, DPFM, etc.)	
Compétences liées au poste	**Savoirs**	**Savoir-faire**
	Aucun diplôme vétérinaire exigé Connaissance des différentes réglementations en matière d'agriculture, de chasse, de forêt et d'environnement : - code rural et de la pêche maritime - code forestier - code de l'environnement	Bonnes capacités de management et de pilotage Sens du relationnel, aptitude au travail partenarial, capacités d'animation Autonomie et disponibilité fortes Rigueur et organisation Capacité à définir une stratégie d'action
Personnes à contacter	M. David BARJON, directeur Mail : david.barjon@var.gouv.fr Tél : 04 94 46 83 57	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
Site de Marseille
Chef de la Mission Défense et Sécurité de Zone Sud (régions, Corse, Occitanie et PACA)
132 BD de Paris - 13003 Marseille

Chef.fe de la mission défense et sécurité zone sud

N° de publication : **Référence du poste : A5R1300082** **Catégorie : A3**	
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	2.2
Inspecteur de santé publique vétérinaire	1.4
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	1
Attaché d'administration de l'état	1
Poste V (Vacant)	
Présentation de l'environnement professionnel	Le chef de la mission défense et sécurité de zone (CMDSZ) est placé sous l'autorité directe du DRAAF de zone délégué ministériel de zone de défense et sécurité (DMZ) pour le MAA. Il a vocation à conseiller et représenter à sa demande le DMZ pour toutes les questions de défense et de sécurité de sa compétence. Le CMDSZ fait partie du réseau des sept CMDSZ dont l'animation est confiée au Haut Fonctionnaire Défense et Sécurité du MAA (HFDS) à ce titre il effectue des missions dans un cadre national
Objectifs du poste	Le CMDSZ assure l' ensemble des missions relatives à la défense et à la sécurité au niveau zonal.
Description des missions	Au niveau zonal : • Gestion de crise, planification et réponse : déclinaison des plans nationaux (i.e. Vigipirate, NRBC) et territoriaux (Orsec/Pisu) ; exercices/entrainements, suivi de l'effectivité des PCA. En zone Sud un engagement particulier est attendu sur la problématique feux de forêts. • Participation à la politique interministérielle nationale et territoriale de sécurité économique • Participation à la mise en œuvre de la politique de sécurité des systèmes d'information du MAA en concertation avec l'ASSI / en qualité d'ASSI de la DRA • Déclinaison du dispositif de protection du secret de la défense nationale (IGI 1300) • Mise en œuvre de la politique de sécurité du secteur d'activité d'importance vitale du MAA. • Déclinaison du dispositif de protection du potentiel scientifique et technique de la nation

<table>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">• HFDS du MAA et autres CMDSZ.
• État-major interministériel de zone et services zonaux ;
• Directeur et directeurs adjoints de la DRAAF PACA, Directeurs des DRAAF Corse et Occitanie, DDetsPP, DDT(M) et directeurs des établissements scolaires techniques et supérieurs situés en zone Sud ; • HFDS du MAA et autres CMDSZ.
• Services de renseignement (zonaux, départementaux) ;
• Opérateurs d’intérêt (PIV, EPP) ;</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>Aucun diplôme vétérinaire exigé
• habilitation « Très secret » ;
•connaissance de l’organisation nationale et territoriale de défense et sécurité ;
•connaissance de l’environnement professionnel et institutionnel du MAA ;
•connaissance en sécurité économique appréciée.</td><td>•aptitude relationnelle, écoute, disponibilité ;
•capacité d’étonnement ;
•capacité à travailler en mode projet et au sein de réseaux ;
•sens de l’anticipation et capacité à gérer les priorités ;
•initiative et aptitude aux travaux de synthèse.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Patrice DELAURENS, Directeur de la DRAAF PACA
Tél : -04 13 59 36 12
mail : patrice.delaurens@agriculture.gouv.fr

Catherine COLLINET, HFDS du MAA
Tél : 01 49 55 52 92
mail : catherine.collinet@agriculture.gouv.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement

(Institut Agro)

Ecole interne Montpellier SupAgro

Directeur(trice) de l'institut d'éducation à l'agro-environnement

Institut d'éducation à l'agro-environnement

9, rue Célestin Freinet – 48400 FLORAC (Lozère)

N° de poste RENOIRH : A2MSA00273 **Catégorie : A** (IR) **Emploi-type : RMM** Référence : AGRESREF10 – responsable d'une structure de formation	
Classement parcours professionnel du poste catégorie A : 3	**Groupe RIFSEEP :** Ingénieur de recherche (groupe 1) Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement (groupe 1) Ingénieur d'Etudes (groupe 1) Attaché d'administration d'Etat (groupe 1) Réf. Note de service relative au régime indemnitaire : SG/SRH/SDCAR/2020 du 12/11/2020
Poste vacant (poste ouvert SRDO)	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Institut Agro – Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, créé le 1er janvier 2020 de la fusion de Montpellier SupAgro et d'Agrocampus Ouest, a un statut d'EPSCP (Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel). Il regroupe 900 agents et 3 000 étudiants. Le poste est à pourvoir au sein de la composante lozérienne, l'Institut d'éducation à l'agro-environnement de Florac (48-Lozère) L'institut d'éducation à l'agro-environnement de Florac (IEAE) est la composante de Montpellier SupAgro chargée de la mission d'appui à l'enseignement technique agricole que tous les établissements d'enseignement supérieur agricole doivent assumer depuis la loi d'avenir de 2013. Il dispose donc d'une équipe dont les compétences sont très largement déterminées par les besoins d'appui qui sont chaque année précisés dans le cadre du dispositif national d'appui par la DGER. Le territoire d'action de l'Institut est national et ses activités d'appui sont assurées pour partie en coordination avec les composantes de l'Institut Agro et 3 autres établissements (Agrosup Dijon, Ensfea, CEZ de Rambouillet). L'institut est également engagé dans des activités de coopération internationale, à l'échelle européenne, autour de la production de ressources pour la formation ; enfin, il met en œuvre 2 licences professionnelles co-accréditées respectivement avec l'Université Paul Valery Montpellier 3 et avec la Faculté d'Éducation de l'Université de Montpellier. Doté d'un service de restauration, d'équipements spécifiques (amphithéâtre, salles de visio conférence, CDI), l'Institut représente une ressource importante du territoire Sud Lozère, et est ainsi partie prenante de nombre de projets locaux, en particulier avec le Parc national des Cévennes et le pôle d'équilibre territorial rural (PETR). Au sein de Montpellier Supagro, l'Institut contribue à des projets à caractère transversaux (transformation pédagogique, développement du numérique

	éducatif, communication via internet et réseaux sociaux,…) et accueille aussi des activités de formation liées aux cursus pilotés par les départements de formation/recherche. Le/la directeur/trice de l'Institut sera amené.e, dans la conduite du projet de regroupement des 3 écoles d'enseignement supérieur agronomique, à s'impliquer fortement pour que la mission d'appui dans le futur établissement soit assumée de manière efficiente et reconnue.
Objectifs du poste	1) Coordonner l'ensemble des activités de l'institut en veillant à la bonne articulation de l'Institut avec les autres composantes de l'établissement. 2) Piloter l'organisation et le fonctionnement au quotidien de l'IEAE.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	1) Coordonner l'ensemble des activités de l'institut en veillant à la bonne articulation de l'Institut avec les autres composantes de l'établissement, et notamment : - Assurer la mise en œuvre de la mission d'appui à l'enseignement technique agricole, notamment dans le cadre du Dispositif National d'appui en tenant compte des thématiques prioritaires de la DGER, et en construisant une réponse adaptée en lien avec les autres composantes de l'Institut Agro et les autres établissements d'enseignement supérieur agronomique. - Mobiliser l'ensemble de l'établissement sur le renforcement des liens entre Enseignement supérieur et enseignement technique ; - Piloter des formations en concertation étroite avec : en interne les départements de SupAgro et la Direction des services d'appui (Service enseignement et vie étudiante) ; en externe, les établissements d'enseignement supérieur partenaires. - Maintenir des partenariats stratégiques avec les réseaux professionnels de l'éducation à l'environnement, les gestionnaires d'espaces naturels protégés, les parties prenantes du système éducatif de l'enseignement technique agricole ; - Mobiliser une expertise spécifique en matière : i) d'éducation à l'environnement, ii) de prise en compte des enjeux de biodiversité dans la conduite des activités agricoles, iii) de formation aux méthodes et outils de la coopération entre acteurs en réseau, iv) d'agropastoralisme et d'accompagnement à la transition agroécologique ; - Mettre en œuvre dans le cadre de la politique de communication de l'établissement les actions spécifiques de communication de l'institut en lien étroit avec la Direction des services d'appui (service Communication) ; - Renforcer l'ancrage territorial en faisant vivre l'enseignement supérieur dans le territoire et en concertation avec ses principaux acteurs. 2) Piloter l'organisation et le fonctionnement au quotidien de l'IEAE : - Organiser le débat collectif au sein de l'IEAE sur les activités relevant de son champ de compétences ; - Préparer et organiser les réunions du Conseil d'Institut en lien avec son président ; - Gérer, en lien avec les services financiers, les moyens matériels et financiers qui y sont affectés, élaborer les budgets (BR et BI) et suivre les comptes budgétaires en veillant à maîtriser les coûts ; - Suivre, en lien avec le SRH, les profils et les carrières des personnels affectés à l'IEAE sur lesquels vous avez autorité ; - Mettre en place, pour toutes ces activités, des procédures fonctionnelles adaptées entre agents et entre services ; - Assurer la responsabilité du fonctionnement du site de Florac, notamment en matière logistique et pour toutes les questions relatives à la sécurité des biens et des personnes. AUTRES INFORMATIONS :

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">

Rattachement hiérarchique ou position dans l’organigramme : N-1
Liaisons fonctionnelles :

Dépendances fonctionnelles : Directeur.trice déléguée aux Formations et à la politique Scientifique, Directeur.trice des services généraux, Directeur.trice des services d'appui, Directeurs.trices des autres composantes de formation-recherche ; Directeurs des autres organismes chargés du DNA ; autres responsables chargés du DNA au sein de l’Institut Agro.
Autorité fonctionnelle : Ensemble des agents de l’IEAE
Relations fonctionnelles internes : Directeur-adjoint de l’IEAE, chefs de services, agents de l’Institut – Enseignant.e.s-chercheur.e.s et ingénieur.e.s pédagogiques des départements, chef.fe.s des services des différentes directions de l’établissement.

Suppléances ou intérim à assurer : Néant
Niveaux de responsabilité, marge d’initiative et délégations de responsabilités : Le.la directeur.trice dispose d’une forte autonomie dans la définition des orientations et des actions de l’Institut, dès lors qu’elles s’inscrivent bien dans les missions et qu’il veille régulièrement à leur validation par la direction générale. Il dispose d’une délégation de signature lui permettant d’engager la plupart des dépenses de l’Institut.
Conditions de travail et contraintes particulières : Nombreux déplacements, notamment sur Montpellier et Paris
Moyens mis à disposition : ensemble des moyens budgétaires, matériels et humains de l’institut de Florac

</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Relations avec l’extérieur : relations institutionnelles multiples, du local à l'international.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>- Connaissance de l’enseignement technique agricole et de l’organisation du ministère en charge de l’agriculture</td><td>- Capacité de synthèse
- Aptitude à communiquer
- Réactivité et respect des délais
- Autonomie et sens de l’organisation
- Capacité d’adaptation
- Capacité à conseiller et à apporter les éléments d’aide à la décision
- Aptitude au travail en équipe et à la conduite de projet
- Capacité à travailler avec des partenaires
- Aptitude à évaluer les situations
- Aptitude à la négociation
- Créativité et sens de l’initiative
- Sens de l’intérêt général</td></tr>
</table>

		- Capacité à encadrer et déléguer - Capacité à piloter et à assurer le suivi des dossiers - Aptitude à développer et valoriser les compétences des collaborateurs - Aptitude à la prise de décision, le cas échéant en situation complexe
Personnes à contacter	Mme Carole Sinfort, directrice de Montpellier SupAgro Mél : carole.sinfort@supagro.fr Ou M. Cédric Valora, secrétaire général de Montpellier SupAgro Mél. cedric.valora@supagro.fr Renseignements administratifs : Mme Anne Barbier-Mairot, cheffe du service ressources humaines Tél : 04 99 61 23 49 Mél : anne.barbier-mairot@supagro.fr Mme Sylvie Romand, chargée de GPEC Tel : 04 99 61 23 67 Mél : sylvie.romand@supagro.fr **Fournir impérativement :** - un CV personnalisé et une lettre de motivation. Les fichiers seront nommés : CV NOM Prénom et LM NOM Prénom - une copie d'un arrêté ou de tout autre document précisant le statut administratif et votre corps d'appartenance, nommé : Arrêté NOM Prénom - une copie du bulletin de paye pour connaître les indemnités et autres émoluments, nommé : Bulletin NOM Prénom	
Cadre réservé à une publication au fil de l'eau ou à la PEP	Date limite de candidature :	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Institut Agro)

Ecole interne : Montpellier SupAgro

2 place Pierre Viala - 34060 Montpellier cedex 2

Responsable de la Mission d'Appui au Pilotage

N° de poste RENOIRH : A2MSA00153 **N° du poste :** **Catégorie : A (IR)** **Emploi-type : RMM–RenoiRH** : AGRADGLE03 - Cheffe/Chef de service ou de département dans un établissement public	
Classement parcours professionnel du poste catégorie A : 2	**Groupe RIFSEEP :** Ingénieur de recherche (groupe 2) Attaché principal d'administration de l'Etat (groupe 2) Réf. Note de service relative au régime indemnitaire : SG/SRH/SDCAR/2020 du 12/11/2020
Poste vacant	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (L'institut Agro) a un statut d'EPSCP Grand Etablissement (Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel). Il regroupe 900 agents et 3 000 étudiants. L'institut Agro est structuré en deux écoles internes : Montpellier SupAgro et Agrocampus Ouest. L'école AgroSup Dijon rejoindra le regroupement par conventionnement au 1er janvier 2021. La mission d'appui au pilotage (MAPI) est rattachée à la direction de l'école interne Montpellier SupAgro. Elle contribue, en appui aux services, à l'amélioration de la qualité de service rendu aux usagers. Elle appui la direction dans la mise en œuvre du pilotage de l'école et la sécurisation de ses activités. Le responsable de la MAPI fait partie du comité de direction de l'école. Pour en savoir plus : https://www.montpellier-supagro.fr/ https://www.institut-agro.fr/fr Campus agréable à proximité du centre-ville et disposant de nombreux espaces botaniques. Restauration sur place avec participation financière de l'établissement. Nombreuses activités sportives et culturelles organisées sur place pour le personnel en dehors du temps de travail.
Objectifs du poste	Dans un contexte de construction du nouvel institut, le responsable de la MAPI assurera, outre le management de la mission (3 agents de catégorie A), un rôle de conseil de la directrice de l'école interne pour les questions de nature institutionnelle, administrative, financière, juridique ou organisationnelle.

<table>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">1- Accompagner la transformation organisationnelle et de la conduite du changement.
2- Manager les agents de la MAPI.
3- Superviser l’activité de contrôle de gestion
4- Superviser la mise en œuvre des recommandations des inspections et audits réalisés au sein de l'établissement.
5- Coordonner les réponses aux enquêtes dont la MAPI est la référente.
6- Piloter le déploiement du contrôle interne au sein de l'établissement.
7- Participer à la définition et au pilotage du suivi des indicateurs stratégiques de l'établissement.
8- Piloter les chantiers d’évolutions du système d’information de gestion de l’école en collaboration avec la responsable du service informatique et des chefs de services métiers.
9- Développer en transversalité une culture « projets » et appuyer les services par son expertise.

Condidtions d’exercice :
Des déplacements réguliers sont à prévoir sur les différents sites de votre périmètre (notamment à Rennes, Angers, Dijon, Florac et Paris)</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Le poste est localisé à Montpellier, sous l’autorité de la directrice de l’école interne.
Les activités supposent de fortes interactions avec le secrétaire général, les chefs de service, les chefs de département et tous les membres de l’équipe de direction, ainsi qu’avec les autres strucutres d’appui au pilotage de Rennes et Dijon.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>- Très bonne connaissance du système de l'enseignement supérieur et de la recherche
- Maîtrise de la règlementation applicable aux établissements publics
- Connaissance des règles des finances publiques
- Connaissance des principes du contrôle interne et de la démarche qualité ISO 9001
- Connaissance des principes de la GRH et des règles de gestion des personnels de droit public et de droit privé</td><td>- Capacité à gérer la complexité et à progresser dans un contexte en co-construction
- Maîtrise des techniques de management et de conduite de projet
Capacité d'autonomie et de reporting dans les délais impartis
- Maîtrise des techniques de communication écrite et orale
- Capacité à construire et à développer une argumentation, esprit d'initiative
- Capacité à accompagner le changement
- Forte aptitude à travailler en réseau et grandes capacités relationnelles</td></tr>
</table>

Personnes à contacter	Renseignements sur le poste : Mme Carole Sinfort, directrice de l'école interne Montpellier SupAgro Mél : carole.sinfort@supagro.fr Renseignements administratifs : Mme Anne Barbier-Mairot, cheffe du service ressources humaines Tél : 04 99 61 23 49 Mél : anne.barbier-mairot@supagro.fr Mme Sylvie Romand, chargée de GPEC Tel : 04 99 61 23 67 Mél : sylvie.romand@supagro.fr Fournir impérativement : - CV, nommé CV NOM Prénom - lettre de motivation, nommée LM NOM Prénom - copie d'arrêté ou de tout autre document précisant le statut administratif de votre corps d'appartenance, nommée Arrêté NOM Prénom - copie du bulletin de paye pour connaître les indemnités et autres émoluments, nommée Bulletin NOM Prénom
Cadre réservé à une publication au fil de l'eau ou à la PEP	Date limite de candidature :

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Ecole nationale supérieure des sciences agronomiques, agroalimentaires, horticoles et du paysage

L'institut Agro / Agrocampus Ouest

2 rue André Le Nôtre – 49045 ANGERS cedex 01

Technicien.ne en Entomologie et Protection des Plantes

N° de poste RENOIRH : A2ACO00190

Catégorie : B

Emploi-type RMM RenoiRH – AGRESRAP02 / Assistante/ Assistant technique d'appui à l'enseignement et à la recherche

Classement parcours professionnel du poste catégorie A : (pour tous les postes de catégorie A : indiquer 1 ou 2 ou 3) Non concerné	**Groupe RIFSEEP** Technicien.ne formation recherche (groupe 3) Réf. Note de service relative au régime indemnitaire : SG/SRH/SDCAR/2020-695 du 12/11/2020

Poste vacant au 01/10/2021

Présentation de l'environnement professionnel	L'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INESAAE) a un statut d'EPSCP Grand Etablissement (Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel). Il regroupe 900 agents et 3000 étudiants. L'INESAAE est structuré en deux écoles internes Montpellier SupAgro et Agrocampus Ouest. Le poste se situe à l'école interne Agrocampus Ouest, sur le site d'Angers, au sein de l'Unité Pédagogique (UP) Ecologie, Botanique, Entomologie du département Ecologie. Pour en savoir plus : www.agrocampus-ouest.fr
Objectifs du poste	L'agent a pour mission d'appuyer les activités d'enseignement en Entomologie et protection des plantes de l'UP Ecologie Botanique et Entomologie du Département Ecologie d'Agrocampus Ouest ainsi que les travaux de recherche des Enseignants-Chercheurs angevins rattachés à l'équipe Ecologie et Génétique des Insectes de l'UMR IGEPP (INRAE-Agrocampus Ouest-Université de Rennes1).
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	**Concernant la formation des étudiants**, le technicien est chargé de la préparation et de l'accompagnement des Travaux Pratiques, projets étudiants et des sorties sur le terrain en entomologie et protection des plantes dans le cadre des cursus Ingénieur en Horticulture et en Paysage du niveau L1 au M2, et des formations de niveau Licence Pro et Master co-accrédités : - En concertation avec les enseignants-chercheurs, il prépare le matériel et la salle de travaux pratiques, il assiste les enseignants durant la séance, et fournit un appui technique aux étudiants. - Il gère les salles de travaux pratiques, le matériel, les stocks de consommables et les échantillons d'insectes et de végétaux pour les travaux pratiques, les commandes de réapprovisionnement. - Selon ses compétences, le technicien apporte aux étudiants son expertise dans le cadre de leur formation pour l'identification morphologique d'insectes inféodés aux milieux naturels et cultivés (ravageurs et auxiliaires) ou le diagnostic de dégâts sur plantes - Il entretient, enrichit et valorise les collections d'insectes et d'animaux naturalisés. - Il applique et fait respecter les règles d'hygiène et sécurité, de déontologie et relatives à la protection de l'environnement et des espèces protégées. - Il peut mettre en place ponctuellement des élevages d'insecte pour les

	travaux pratiques **Pour les aspects recherche**, Le technicien a en charge les élevages d'insectes destinés aux expérimentations. Il participe aux expérimentations en laboratoire et sur le terrain, avec les membres de l'équipe : - Il effectue des semis de plantes, et approvisionne régulierement en plantes les différents élevages d'insectes - Il pilote la régulation des conditions de lumière, température et humidité des pièces et armoires climatisées. - Il effectue une surveillance de la qualité sanitaire des élevages - Il prépare les insectes pour les expérimentations selon les besoins. - Il gère les laboratoires et salles d'élevage, le matériel, les stocks de consommables, les commandes de réapprovisionnement. - Il applique des protocoles expérimentaux de prélèvement, d'observation et de manipulation en laboratoire et sur le terrain. - Il recueille les données, les enregistre dans des bases de données. - Il applique les procédures de traçabilité des échantillons et des données. - Selon ses compétences, il effectue des identifications morphologiques à l'espèce d'échantillons d'insecte à l'aide de clés d'identification - Il applique des protocoles standards d'analyse biochimique et moléculaire - Il respecte et fait respecter les règles d'hygiène et sécurité, de déontologie, de protection de l'environnement et des espèces. - Il participe à l'adaptation et au développement de nouvelles méthodes d'élevage, de mesure ou d'analyse. - Il participe à l'encadrement technique des contractuels, doctorants et stagiaires. - Il participe à l'animation technique et scientifique de l'équipe de recherche - Il suit des formations internes ou externes pour compléter son expertise ou acquérir les compétences nécessaires à l'accomplissement de ses missions.
Champ relationnel du poste	L'emploi est localisé à Angers, 2 rue Le Nôtre, sur le campus universitaire de Belle Beille. L'agent sera placé sous l'autorité hiérarchique de Valéry Malécot, directeur adjoint du département Ecologie et responsable de l'UP EBE.
Compétences liées au poste	**Savoirs et savoir-faire** - Connaitre les bases de la systématique et de la biologie des arthropodes - Connaitre les bases de la biologie des insectes et de l'écologie des interactions plantes-ravageurs-ennemis-naturels - Connaitre et appliquer la réglementation relative à la protection de l'environnement et des espèces - Capturer, préparer, conserver des échantillons d'insectes - Reconnaitre morphologiquement les principaux ordres d'insectes - Utiliser des outils d'identification morphologique ou moléculaire pour déterminer l'espèce d'insectes inféodés aux milieux naturels et cultivés (ravageurs et auxiliaires), plus particulièrement pucerons, hyménoptères parasitoïdes, carabidés - Appliquer avec rigueur des protocoles scientifiques - Gérer une collection d'insectes à vocation pédagogique et patrimoniale - Appliquer des procédures de traçabilité - Connaitre et appliquer les règles d'hygiène et sécurité en laboratoire et sur le terrain, de déontologie, de protection des milieux et des organismes - Maitriser l'environnement numérique, logiciel métier et bureautique **Savoir-être** - Travailler en équipe, rendre compte de son travail - Faire preuve d'adaptabilité, de rigueur et d'organisation - Adopter une attitude professionnelle vis-à-vis d'une diversité de profils : enseignants chercheurs et chercheurs, AITOS, étudiants, stagiaires, professionnels.

Personnes à contacter	MM. Valéry Malécot et Bruno Jaloux bruno.jaloux@agrocampus-ouest.fr valery.malecot@agrocampus-ouest.fr **EMPLOI OUVERT AUX TITULAIRES, CDI et CDD**
Modalités de recrutement	**Dépôt des candidatures par messagerie uniquement à :** bruno.jaloux@agrocampus-ouest.fr et recrutement@agrocampus-ouest.fr - CV, nommé CV NOM Prénom - lettre de motivation, nommé LM NOM Prénom
Cadre réservé à une publication au fil de l'eau	Date de prise de fonction souhaitée : dès que possible

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

VetAgro Sup

Campus Vétérinaire

1 avenue Bourgelat

69280 MARCY L'ETOILE

Secrétaire Caissier (H-F) CHUVac

<table>
<tr><td colspan="2">N° de poste RENOIRH : A2VAS00323

Catégorie : B

Poste ouvert aux agents contractuels (fondements juridiques 4.2 et 6. quinquies Loi n°84-16 modifiée par la loi n°2019-828)

Code Emploi-type RMM : AGRAGASG02</td></tr>
<tr><td>Classement du poste catégorie A : non concerné</td><td>Cotation RIFSEEP :

Secrétaire administratif (groupe 3)
Technicien formation et recherche (groupe 3)

Réf. Note de service relative au régime indemnitaire
SG/SRH/SDCAR/2020-695 DU 12/11/2020</td></tr>
<tr><td colspan="2">Poste vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>VetAgro Sup est un établissement d'enseignement supérieur et de recherche sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. Implanté en région Auvergne-Rhône-Alpes sur deux campus, Clermont-Ferrand et Lyon.
VetAgro Sup-campus vétérinaire est un établissement public d'enseignement supérieur et de recherche formant des docteur(e)s vétérinaires et des inspecteur(rice)s de santé publique vétérinaire.
Il est implanté sur la région Auvergne-Rhône-Alpes à Marcy-L'étoile (69).
VetAgro Sup est accrédité par les instances d'évaluation de l'enseignement vétérinaire, européenne (AEEEV) et américaine (AVMA).
Le Centre hospitalo-universitaire vétérinaire est une structure hospitalière de haut niveau pour animaux, ouverte au public, dédiée au diagnostic et aux soins aux animaux.
Ce plateau technique de VetAgro Sup est à la fois une plateforme pédagogique pour la formation des étudiants vétérinaires et aux sciences cliniques et une source de cas recrutés pour la recherche clinique.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td>Au sein d'une équipe de trois personnes, le secrétaire et caissier doit assurer:

➳ L'accueil physique et téléphonique des clients et des étudiants
➳ La prise de rendez-vous et le suivi des dossiers
➳ Les encaissements</td></tr>
</table>

Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	**1.** Secrétariat médical (environ 85% du temps de travail) -Accueil physique des clients et des étudiants -Enregistrer les entrées, -Saisir sur informatique la fiche d'enregistrement client, les premiers actes, -Remettre le dossier à l'étudiant(e) responsable du cas clinique en lui communiquant les informations, les difficultés, conditions particulières de consultation et/ou d'interventions, -Valider les actes médicaux sur le dossier pour passage en caisse : vérifier les actes avec l'étudiant(e), le devis, les examens complémentaires notés dans le compte-rendu clinique… Fermer le dossier -Etablir les devis (principalement pour le service de reproduction) -Accueil téléphonique, donner des renseignements divers sur l'activité clinique -Saisir des rendez-vous dans les agendas : enregistrer les consultations, opérations et hospitalisations. -Savoir orienter correctement, dans la bonne spécialité, avec le bon consultant (en fonction des demandes des vétérinaires référents et/ou propriétaires). -Se rapprocher de la procédure où les consignes pour la prise de rdv sont indiquées en fonction de chaque spécialité. -Rédiger des courriers clients et vétérinaires -Classement des dossiers et archivage -Gérer les différents messages reçus sur les différents supports et transmettre ceux les concernant aux clinicien(ne)s dans les meilleurs délais **2.** Missions d'encaissement (environ 15% du temps de travail) -Vérifier la concordance des données entre la facture et le dossier de l'animal -Imprimer la facture et encaisser les sommes correspondantes aux factures -Etablir, le cas échéant, les échéanciers -Vérifier quotidiennement la concordance des données entre le bordereau des encaissements et les paiements (chèques, espèces et cartes bancaires) -Procéder aux arrêtés hebdomadaires des encaissements -Suivre les impayés, établir les relances amiables à J+15 – J+ 30 -Collecter et vérifier, chaque matin, les encaissements des services qui fonctionnent 24H/24	
Compétences	Savoirs	Savoir-faire

liées au poste	Maîtriser les techniques d'accueil, de la communication écrite et orale, Maitriser les outils bureautiques notamment word et excel et la messagerie Savoir en fonction des symptômes évoqués par le client, l'orienter dans la bonne consultation	Savoir adapter son comportement aux différents types d'interlocuteurs Rigueur, fiabilité Réactivité Sens de la confidentialité Maîtrise de soi Capacités d'adaptation
FORMATION / EXPERIENCES SOUHAITEES	Formation souhaitée : BTS dans le domaine du secrétariat médical Expérience significative dans un poste équivalent exigée	
Personnes à contacter	Philippe COSTANTZER, directeur opérationnel du CHUV Mail : philippe.costantzer@vetagro-sup.fr Cécile Fourny, responsable du pôle emploi et compétences 04 78 87 25 49 Mail : cecile.fourny@vetagro-sup.fr Candidature à adresser à recrutement@vetagro-sup.fr en joignant : - une lettre de motivation - un CV - la copie des trois derniers entretiens professionnels et du dernier arrêté de situation administrative (pour les fonctionnaires)	

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

EnvA
École nationale vétérinaire d'Alfort
PORTEUR D'HISTOIRE
ACTEUR D'AVENIR

Gestionnaire Ressources Humaines en charge du recrutement et du suivi de la formation continue (H/F)

N° du poste : A2ALF00087

Catégorie : B

Poste ouvert aux agents contractuels (fondements juridiques 4.2 et 6. quinquies Loi n°84-16 modifiée par la loi n°2019-828)

Emploi-type RMM : AGRRHAPE08 Gestionnaire ressources humaines de proximité

Cotation parcours professionnel postes catégorie A : non concerné	**Cotation RIFSEEP :** **Secrétaire administratif (groupe 3)** **Technicien de formation et de recherche (groupe 3)** **Réf. Note de service relative au régime indemnitaire SG/SRH/SDCAR/2020-695 DU 12/11/2020**

Présentation de l'environnement professionnel

L'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA) est un établissement public administratif d'enseignement supérieur et de recherche relevant du Ministère chargé de l'Agriculture, qui entretient des liens forts avec son environnement scientifique et universitaire (ANSES, INRA, UPEC, INSERM…). Elle forme près de 800 élèves répartis en 5 promotions. Les enseignements interviennent sur deux sites : à Maisons-Alfort (Val-de-Marne) et au Centre d'Imagerie et de Recherche sur les Affections Locomotrices Equines (CIRALE) à Goustranville (Calvados). L'enseignement clinique est notamment dispensé au sein du centre hospitalier universitaire vétérinaire animaux de compagnie (ChuvAC) qui délivre 18 000 consultations par an.

Installée sur un site de 10 hectares, elle fonctionne grâce à 400 personnels enseignants-chercheurs, administratifs et techniques, titulaires et contractuels.

Son budget de fonctionnement annuel est de l'ordre de 20 millions d'euros, dont 5 millions environ de dépenses de personnel.

Interlocutrice directe de tous les personnels pour tous les aspects touchant à leur vie professionnelle, la direction des ressources humaines met en œuvre la politique de l'établissement en matière de gestions des carrières, des emplois, des compétences et des rémunérations.

Objectifs du poste

Au sein de la Direction des ressources humaines, composée de 7 agents, le gestionnaire RH est chargé de la mise en œuvre et du suivi de missions transversales liées au recrutement et à la formation.

Description des missions à exercer ou des taches à exécuter

Sous l'autorité de la Directrice des ressources humaines, le gestionnaire RH chargé du recrutement et de la formation continue des personnels assure les missions suivantes :

Missions principales :

1) **SUIVRE ET METTRE EN ŒUVRE LE PLAN DE FORMATION DE L'ÉTABLISSEMENT**
   - ↘ Suivre et traiter les demandes de formation professionnelle continue des agents : instruire les demandes, exploiter et mettre à jour un tableau de suivi dédié, être l'interlocuteur auprès des agents, traiter les factures en lien avec la direction des affaires financières, participer à l'organisation des formations organisées en intra (convocation, gestion, accueil)
   - ↘ Recueillir et exploiter les comptes rendus d'entretien professionnel sur le volet formation

	↘ Participer à la réalisation d'un bilan des formations dispensées ↘ Participer à la rédaction du plan de formation et de documents ayant vocation à assurer la communication des actions de formation auprès de la communauté **2) CONTRIBUER AU PROCESSUS DE RECRUTEMENT** ↘ Assurer la publication des fiches de postes et le suivi de diffusion des annonces (tous supports) ↘ Recueillir et traiter l'ensemble des candidatures reçues : informer et répondre aux candidats, exploiter et mettre à jour un tableau de suivi dédié ↘ Organiser les rendez-vous et assurer l'accueil des candidats ↘ Participer à la rédaction d'un guide du recrutement à destination des chefs de service **3) Suivre et traiter les demandes de stages non gratifiés** ↘ Contribuer à la diffusion des informations relatives aux modalités d'accueil des stagiaires non gratifiés, notamment sur le site internet de l'établissement ↘ Recueillir et traiter l'ensemble des candidatures reçues : informer et répondre aux candidats, exploiter et mettre à jour un tableau de suivi dédié ↘ Assurer, en lien avec les tuteurs, l'accueil logistique des stagiaires
	- Ensemble des services et des personnels de l'EnvA - Organismes de formation - Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, DGER
Conditions particulières d'exercice	Missions éligibles au télétravail. Travail exigeant une grande polyvalence. Pics d'activité. Travail sur écran. Cycle hebdomadaire de 38h10.
Compétences liées au poste	**Savoirs** Connaître les principes de la gestion des ressources humaines Savoir rédiger des courriers, des notes Savoir utiliser et contrôler les bases de données du SIRH Savoir utiliser les outils bureautiques **Savoir-faire** Savoir mettre en œuvre des procédures de gestion administrative Avoir une approche rigoureuse de la gestion des dossiers Savoir anticiper et planifier des actions Savoir conseiller, orienter sur les droits, les obligations et les démarches Capacité d'écoute et d'accueil Savoir alerter sur les dysfonctionnements et les risques Respecter strictement l'obligation de confidentialité Savoir travailler en transversalité Savoir faire preuve de réactivité Sens du service public et de la polyvalence
Personne à contacter	Sarah SEROUSSI : 01-43-96-73-46, sarah.seroussi@vet-alfort.fr Directrice des ressources humaines
Candidature	Adresser votre dossier de candidature : curriculum vitae + lettre de motivation A l'attention de la Direction des ressources humaines : recrutement@vet-alfort.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

EnvA
École nationale vétérinaire d'Alfort
PORTEUR D'HISTOIRE
ACTEUR D'AVENIR

Responsable du service juridique, des achats et des marchés(H/F) Délégué(e) à la protection des données

N° du poste : A2ALF00207 **Catégorie : A (Ingénieur d'études ou Attaché)** **Poste ouvert aux agents contractuels (fondements juridiques 4.2 et 6. quinquies Loi n°84-16 modifiée par la loi n°2019-828)**	
Classement du poste parcours professionnel catégorie A : 2	**Cotations RIFSEEP** **Ingénieur d'études (Groupe 2)** **Attaché d'administration (Groupe 3)** **Réf. Note de service relative au régime indemnitaire** **SG/SRH/SDCAR/2020-695 DU 12/11/2020**
Poste vacant à pourvoir à compter du 02/11/2021	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA) est un établissement public administratif d'enseignement supérieur et de recherche relevant du Ministère de l'Agriculture, qui entretient des liens forts avec son environnement scientifique et universitaire (ANSES, INRA, UPEC, INSERM…). Elle forme près de 800 élèves répartis en 5 promotions. Les enseignements interviennent sur deux sites : à Maisons-Alfort (Val-de-Marne) et au Centre d'Imagerie et de Recherche sur les Affections Locomotrices Equines (CIRALE) à Goustranville (Calvados). Installée sur un site de 10 hectares, elle fonctionne grâce à 400 personnels enseignants-chercheurs, administratifs et techniques titulaires et contractuels. Son budget annuel s'établit à environ 20 millions d'euros. Environ 90 marchés publics sont en cours d'exécution pour un montant annuel d'environ 4,4M€.
Objectifs du poste	Le ou la Responsable du service juridique, des achats et des marches, assiste la direction de l'établissement et l'ensemble de ses structures sur le plan juridique, dans les domaines de la commande publique et du contentieux et préconise des solutions juridiques adaptées pour le montage de dossiers complexes Il/elle conçoit et met en œuvre des opérations liées à la politique d'achats de l'établissement. Il ou elle assure un rôle d'expertise et de conseil juridique auprès de la Direction et des services, notamment dans le domaine des marchés publics. Il ou elle supervise l'élaboration des marchés, contrats et conventions ; prévient les risques juridiques liés à l'activité de l'établissement.

	Il ou elle gère les précontentieux ou les contentieux en liaison avec d'éventuels conseils externes. Il ou elle devra veiller au respect du RGPD en matière de protection des données à caractère personnel et à ce titre sera délégué(e) à la protection des données de l'établissement.
Description des activités principales	Sous l'autorité du Secrétaire général, le ou la chef du service juridique, des achats et des marchés conseille et assiste la direction de l'établissement et l'ensemble de ses structures sur tous les problèmes de droit et propose et met en œuvre la politique achat de l'établissement. Le titulaire du poste a en charge : 1/ la coordination de l'activité du service et l'encadrement de deux agents de catégorie A, dans une optique de professionnalisation et de mise en œuvre de la dématérialisation des procédures. 2/ Le pilotage de la commande publique et des achats et la supervision de chaque étape : • construction et mise en place des outils d'analyse, de pilotage, de régulation, et de mise en place et de suivi d'indicateurs et outils de mesure de la performance de la fonction achat • élaboration des scénarios de gestion prévisionnelle d'activités, et planification et programmation des achats à partir notamment du recensement et de l'évaluation des besoins exprimés par les services prescripteurs • Prospection de produits ou prestations adaptées en assurant une veille économique sur différents segments d'achats, identifie sur le marché les principaux prestataires et fournisseurs, ainsi que le contenu de leur offre, afin de mieux cerner les possibilités en matière d'achats • Elaboration des marchés publics complexes, • Accompagnement des services afin de choisir la procédure la plus adaptée • Rédaction des pièces administratives et contrôle des pièces techniques des cahiers des charges et actes complémentaires, rédaction et lancement des avis de publicité, des rectificatifs, gestion des échanges avec les candidats, rédaction • Contrôle les différents rapports d'analyse et de présentation, assure le suivi administratif 3/ Veille juridique dans l'ensemble des domaines d'activités de l'établissement, rédaction et diffusion des notes et procédures découlant de l'application de nouvelles dispositions législatives et réglementaires, propositions d'actions de formation interne, veille à la bonne application des textes législatifs ou réglementaires; 4/ Participation à la négociation et à l'élaboration des contrats de prestations de service et des conventions de recherche, en recherchant la sécurisation du circuit de validation et la cohérence de ces engagements. 5/ Défense de l'établissement en gérant les précontentieux et contentieux, notamment en termes de responsabilité liée à des actes

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">médicaux, devant l'ensemble des juridictions, en liaison avec d'éventuels conseils externes.

6/ Mise en conformité des traitements existants et veiller en continu au respect du cadre légal et la bonne application en interne des obligations relatives à la protection des données personnelles.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">En interne : ensemble des services de l'établissement : administratifs, techniques, d'enseignement et de recherche, cliniques ;
En externe : partenaires de l'Etablissement (autres établissements publics, associations, etc…), services du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, prestataires.</td></tr>
<tr><td>Contraintes particulières</td><td colspan="2">Temps complet (38h10 hebdomadaires).

Une partie des activités peut faire l'objet d'une autorisation de télétravail.</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoirs

Maitrise du droit public général et notamment des marchés publics ;
Connaissance du fonctionnement des établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche ;
Connaissance des marchés de maitrise d'œuvre et de travaux
Droit de la propriété intellectuelle
Techniques d'achats</td><td>Savoir-faire

Capacités managériales ;
Aptitude à la négociation ;
Savoir développer et rédiger une argumentation juridique ;
Savoir évaluer un risque juridique notamment contentieux ;
Capacité d'écoute et de reformulation ;
Qualités d'analyse et de synthèse ;
Goût pour le travail en équipe.
Capacité à piloter un projet
Construire et faire vivre un dispositif d'évaluation et de performance</td></tr>
<tr><td>Contact et candidature (lettre de motivation et cv) et renseignements</td><td colspan="2">Contact : Emmanuel Berthenand, Secrétaire général, emmanuel.berthenand@vet-alfort.fr

Candidature à recrutement@vet-alfort.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction départementale de la protection des populations de l'Aisne
Zone d'activités du Griffon – 02000 BARENTON-BUGNY
Service Santé et protection animales et de l'environnement

Adjoint.e au chef de service

<table>
<tr><td colspan="3">N° de publication : Référence du poste : A6D0200043

Catégorie : A2</td></tr>
<tr><td colspan="2">Corps</td><td>Groupe RIFSEEP</td></tr>
<tr><td colspan="2">Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement</td><td>3</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">La DDPP de l'Aisne est une direction départementale interministérielle regroupant les agents du ministère chargé de l'agriculture et des agents du ministère chargé de l'économie. Elle compte 47 agents
14 agents sont affectés au service SSA-CCRF: chef de service, 1 adjoint, 1 secrétaire, 10 techniciens vétérinaires.
Le poste est basé à Barenton-Bugny, commune proche de Laon.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Sous l'autorité du chef de service SPAE : adjoint au chef de service, chargé de mission environnement, inspecteur .
Sous l'autorité de la directrice : responsable qualité local</td></tr>
<tr><td>Description des missions</td><td colspan="2">Adjoint au chef de service : participation à l'animation du service, supervision de certains contrôles sensibles.
Chargé des missions environnement (ICPE et faune sauvage captive) : encadrement des inspecteurs, programmation des contrôles, participation aux instances, inspections dans les domaines sensibles (abattoirs).
Responsable qualité local : déploiement de la démarche au sein de la DDPP.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Hiérarchie
Professionnels et leurs représentants
Autres services de la DDPP
Préfecture</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>Aucun diplôme vétérinaire exigé
Connaissances réglementaires
Connaissance de l'environnement institutionnel
Norme ISO 9001</td><td>Aptitude à l'animation et à l'encadrement
Qualités relationnelles et d'organisation
Capacité d'analyse et de synthèse
Sens du service public et des responsabilités
Aptitude au dialogue et à la négociation
Maîtrise des outils informatiques de base</td></tr>
</table>

Personnes à contacter	Bénédicte Schmitz , Directrice de la DDPP Tél : 03 64 54 61 10 - courriel : benedicte.schmitz@aisne.gouv.fr Catherine Ruhlmann, Chef du service SPAE Tél : 03 64 54 61 08 - courriel : catherine.ruhlmann@aisne.gouv.f

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction départementale de la protection des populations des Bouches du Rhône
22 rue Borde - 13008 MARSEILLE
SIVEP Inspection Frontalière - ISPV et CCRF.

Adjoint.e chef de service

<table>
<tr><td colspan="3">N° de publication : Référence du poste : A6D1300026

Catégorie : A2</td></tr>
<tr><td colspan="2">Corps</td><td>Groupe RIFSEEP</td></tr>
<tr><td colspan="2">Inspecteur de santé publique vétérinaire</td><td>3.1</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Les postes Frontaliers (Antenne Marseille port, Fos sur Mer) et aéroportuaire (Marseille Provence) sont des points de passages obligatoires pour tous les animaux, denrées alimentaires d'origine animale, en provenance de pays tiers, avant leur entrée dans l'Union Européenne. Conformes aux exigences communautaires, ces installations sont composés de 15 personnes placés sous la responsabilité d'un vétérinaire officiel.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Mobilisation au PIF de Fos sur Mer.
Adjoint du chef de service pour assurer la continuité de signature par le vétérinaire officiel.
Toute mission selon l'actualité, un ordre de mission, dans son domaine de compétence.</td></tr>
<tr><td>Description des missions</td><td colspan="2">- Gestion du PIF de Fos sur Mer (méthodes d'inspection, gestion des compétences et infrastructures).

- Suppléance du chef de service des Inspections Frontalières pour l'ensemble des missions.

- Participation aux groupes de travail nationaux.

- Chargé de dossier : Assurer la veille règlementaire et métrologie (valence vétérinaire).

- Délégué qualité (valence vétérinaire) en relation avec le responsable qualité local de la DDPP.

- Inspecteur import tout domaine. Assermentation.

- Agent certificateur export et échanges intracommunautaires.

Forte disponibilité avec déplacements fréquents à Fos sur Mer.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Participation à un réseau.
Activités en collaboration avec des ministères, autres PIF/ PED, autres administrations déconcentrées (Douane, Parquet, France AgriMer, vétérinaires sanitaires, laboratoires).</td></tr>
<tr><td>Compétences</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
</table>

liées au poste	Diplôme vétérinaire exigé Connaissances : - des techniques d'inspection et modalités de certification, règlementation, - des procédures juridiques en matière administrative et pénale, - des principes d'assurance qualité, - des logiciels bureautiques et informatique.	Management - Gestion d'équipes. Disponibilité, réactivité pour décisions et adaptation aux évolutions règlementaires. Rigueur dans le respect des procédures. Qualités relationnelles (écoute, pédagogie et propositions).
Personnes à contacter	Mme BERANGER-CHERVET- Directrice Tel 04 91 17 95 95 //courriel : sophie.beranger-chervet@bouches-du-rhone.gouv.fr M. Jean Luc DELRIEUX - Directeur adjoint Tel 04 91 17 95 17 //courriel : jean-luc.delrieux@bouches-du-rhone.gouv.fr	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Creuse
Service Vétérinaire
1, place Varillas - CS 60309 - 23007 GUERET CEDEX

Poste ouvert aux contractuels Fondement : article 4-2° de la loi 84-16 du 11 janvier 1984

Secrétaire technique

<table>
<tr><td colspan="3">N° de publication : Référence du poste : A6D2300021

Catégorie : B</td></tr>
<tr><td colspan="2">Corps</td><td>Groupe RIFSEEP</td></tr>
<tr><td colspan="2">Secrétaire administratif</td><td>3</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste V (Vacant)</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Le service compte 15 agents (3 encadrants, 9 inspecteurs et 3 administratifs) et assure des missions en sécurité alimentaire, santé protection animales, environnement, faune sauvage, certification.
Le département est essentiellement agricole (bovin viande, forte valence échanges/export). Il compte 4 abattoirs de faible tonnage (3 volailles et 1 boucherie).</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Secrétariat dans les domaines santé protection animales
Gestion technique et financière dans les mêmes domaines
Participation à l’animation qualité</td></tr>
<tr><td>Description des missions</td><td colspan="2">- accueil téléphonique, messagerie de la boîte institutionnelle,
- suivi des courriers et rapports d’inspection
- enregistrement des textes administratifs au RAA
- bilan – enquêtes – statistiques et rapport d’activité
- gestion des vétérinaires sanitaires : habilitation, désignation et changement, suivi des formations continues, des visites sanitaires obligatoires, rédaction de notes d’information
- suivi des conventions de délégation OVS et suivi et vérification des tests ESST réalisés à l’équarrissage
- police sanitaire :suivi des suspicions, rédaction des APMS – APDI, vérification et transmission des résultats d’analyses (tuberculose, avortements, FCO..), paiement des vétérinaires
- gestionnaire des dépenses : programmation et mise en paiement BOP 206 SPA, contrôle du service fait, création et suivi des EJ
- rédaction des mémoires vétérinaires pour les paiements non automatisés, suivi financier des ESST à l’équarrissage
Participation à l’animation qualité, procédures et audit</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">DGAL – DRAAF-Vétérinaires – Laboratoire - Eleveurs – Chambre d’agriculture – EDE – GDS- équarrisseur - OVVT-Ordre des vétérinaires</td></tr>
<tr><td>Compétences</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
</table>

liées au poste	Connaissance de la réglementation liée à l'environnement professionnel et avoir des notions techniques sur les domaines d'activité du service. Connaissances juridiques générales Maîtrise des outils informatiques et des référentiels métiers – SIGAL –	Qualités relationnelles Sens du travail en équipe Capacités rédactionnelles et de communication Autonomie Organisation et rigueur Capacités d'adaptation et de réactivité
Personnes à contacter	CV et lettre de motivation à transmettre à : M. Jean-Yves POIRRIER, Chef du service vétérinaire 05 55 41 72 22 - jean-yves.poirrier@creuse.gouv.fr Mme Marie-Luc JEANDAUX, Adjointe au chef de service 05 55 41 72 38 -marie-luc.jeandaux@creuse.gouv.fr M. Bernard ANDRIEU, directeur départemental 05 55 41 53 53 bernard.andrieu@creuse.gouv.fr	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Dordogne
Service Sécurité Sanitaire des Aliments – Abattoir de BERGERAC et d'EYMET
Route de Ste Alvère 24100 BERGERAC

En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée (article 4-2)

Vétérinaire officiel en abattoir

<table>
<tr><td colspan="3">N° de publication : Référence du poste : A6D2400054

Catégorie : A1</td></tr>
<tr><td colspan="2">Corps</td><td>Groupe RIFSEEP</td></tr>
<tr><td colspan="2">Inspecteur de santé publique vétérinaire</td><td>3.1</td></tr>
<tr><td colspan="2">Vétérinaire inspecteur non titulaire</td><td>NA</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste V (Vacant)</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">La DDETSPP de la Dordogne (environ 125 agents) assure l'inspection dans 6 abattoirs de boucherie agréés CE. Le service « Sécurité sanitaire des aliments » se compose de plus de 40 agents dont les 2/3 sont affectés en abattoir de boucherie.
Votre résidence administrative sera à l'abattoir de BERGERAC, abattoir multi espèces de l'ordre de 5500 tonnes (+ abattoir Eymet 750 T/a).
Vous serez placé sous l'autorité du chef de service sécurité sanitaire des aliments et du coordonnateur des abattoirs.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Objectifs principaux assignés à ce poste :
- le pilotage de l'inspection ante mortem et post mortem des animaux et de l'inspection sanitaire de l'abattoir et des ateliers annexes (encadrement d'une équipe de 5 inspecteurs : 4 à Bergerac et 1 à Eymet)
- la réalisation des saisies vétérinaires
- s'assurer du respect des bonnes pratiques d'hygiène et des règles de protection animale</td></tr>
<tr><td>Description des missions</td><td colspan="2">• Organisation, encadrement et animation d'une équipe de 5 inspecteurs des services vétérinaires à Bergerac et Eymet
• Suivi de la programmation des inspections et de la mise en œuvre des prélèvements – mise en œuvre du système qualité de la Direction Générale de l'Alimentation
• Supervision de l'inspection sur chaîne et hors chaîne, réalisation des inspections « établissement » et des ateliers de découpe annexés à l'abattoir
• Participation aux réunions de coordination à la DDETSPP
• Suppléance possible du vétérinaire officiel des autres abattoirs.
L'abattoir fonctionne 5 jours par semaine.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Collègues, coordonnateur des abattoirs de boucherie, hiérarchie
- Opérateurs de l'abattoir</td></tr>
<tr><td>Compétences</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
</table>

liées au poste		
	Diplôme vétérinaire exigé -Connaissance technique et réglementaire dans les domaines d'activités du service (protection animale, hygiène en abattoirs de boucherie et ateliers annexes) -Connaissances des lésions et motifs de saisie vétérinaires	- Savoir repérer les lésions sur les carcasses - Savoir identifier les écarts par rapport à la réglementation - Sens du travail en équipe et du service public - Aptitude au management - Travail en réseau, avec des partenaires variés
Personnes à contacter	Adresser CV et lettre de motivation à : - Mme Frédérique BONGRAIN, cheffe du service sécurité sanitaire des aliments Tél : 05 53 03 65 30 / courriel : frederique.bongrain@dordogne.gouv.fr - M. Loïc CHEOUX-DAMAS, adjoint au directeur du SGCD-Référent DDETSPP24 Tél : 05 53 03 65 10 / courriel : sgc-rh@dordogne.gouv.fr	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Dordogne
Service Sécurité Sanitaire des Aliments – Abattoir SOBEVAL à BOULAZAC
avenue Louis Lescure - 24759 BOULAZAC CEDEX
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée (article 4-2)

Vétérinaire

<table>
<tr><td colspan="3">N° de publication : Référence du poste : A6D2400038

Catégorie : A1</td></tr>
<tr><td colspan="2">Corps</td><td>Groupe RIFSEEP</td></tr>
<tr><td colspan="2">Inspecteur de santé publique vétérinaire</td><td>3.1</td></tr>
<tr><td colspan="2">Vétérinaire inspecteur non titulaire</td><td>NA</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste V (Vacant)</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">La DDETSPP de la Dordogne (environ 125 agents) assure l'inspection dans 6 abattoirs de boucherie agréés CE. Le service « Sécurité sanitaire des aliments » se compose de plus de 40 agents dont les 2/3 sont affectés en abattoir de boucherie.
Votre résidence administrative sera à l'abattoir de SOBEVAL à BOULAZAC, abattoir de veaux de 23 000 tonnes annuelles. Vous serez placé sous l'autorité du chef de service sécurité sanitaire des aliments et du coordonnateur des abattoirs.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Objectifs principaux assignés à ce poste :
- le pilotage de l'inspection ante mortem et post mortem des animaux et de l'inspection sanitaire de l'abattoir et des ateliers annexes (encadrement d'une équipe de 6 inspecteurs)
- la réalisation des saisies vétérinaires
- s'assurer du respect des bonnes pratiques d'hygiène et des règles de protection animale</td></tr>
<tr><td>Description des missions</td><td colspan="2">• Organisation, encadrement et animation d'une équipe de 6 inspecteurs des services vétérinaires à Boulazac
• Suivi de la programmation des inspections et de la mise en œuvre des prélèvements – mise en œuvre du système qualité de la Direction Générale de l'Alimentation
• Supervision de l'inspection sur chaîne et hors chaîne, réalisation des inspections « établissement » et des ateliers de découpe annexés à l'abattoir
• Participation aux réunions de coordination à la DDETSPP
• Suppléance possible du vétérinaire officiel des autres abattoirs.
L'abattoir fonctionne 5 jours par semaine.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- Collègues, coordonnateur des abattoirs de boucherie, hiérarchie
- Opérateurs de l'abattoir</td></tr>
<tr><td>Compétences</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
</table>

liées au poste	Diplôme vétérinaire exigé -Connaissance technique et réglementaire dans les domaines d'activités du service (protection animale, hygiène en abattoirs de boucherie et ateliers annexes) -Connaissances des lésions et motifs de saisie vétérinaires	- Savoir repérer les lésions sur les carcasses - Savoir identifier les écarts par rapport à la réglementation - Sens du travail en équipe et du service public - Aptitude au management - Travail en réseau, avec des partenaires variés
Personnes à contacter	Adresser CV et lettre de motivation à : - Mme Frédérique BONGRAIN, cheffe du service sécurité sanitaire des aliments Tél : 05 53 03 65 30 / courriel : frederique.bongrain@dordogne.gouv.fr - M. Loïc CHEOUX-DAMAS, adjoint au directeur du SGCD-Référent DDETSPP24 Tél : 05 53 03 65 10 / courriel : sgc-rh@dordogne.gouv.fr	

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Lozère
Cité administrative - 9 rue des Carmes - 48000 MENDE
Service santé et protection animale, environnement

Chef.fe de service

<table>
<tr><td colspan="3">N° de publication : Référence du poste : A6D4800027

Catégorie : A3</td></tr>
<tr><td colspan="2">Corps</td><td>Groupe RIFSEEP</td></tr>
<tr><td colspan="2">Inspecteur de santé publique vétérinaire</td><td>2.2</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste V (Vacant)</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">La DDETSPP de la Lozère regroupe actuellement 51 agents répartis sur 3 sites (siège à Mende et 2 abattoirs Antrenas et Langogne). Le service santé et protection animales, environnement (SPAE) comprend 8 agents : 2 cadres dont 1 vétérinaire et 1 IDAE, 4 techniciens et 1 adjoint administratif intervenant sur un territoire d’élevage.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Encadrement et animation du service</td></tr>
<tr><td>Description des missions</td><td colspan="2">Attributions transversales déléguées par le directeur (CODIR, collèges régionaux, suppléances, représentation, astreintes) ;
Encadrement du service ;
Management du service : gestion des ordres de service, programmation des activités du service, attribution des domaines d’activité, gestion des compétences, animation et supervision ; le cas échéant, inspections spécifiques ;
Gestion budgétaire des activités du service et participation au pilotage de la performance (contrôle de gestion) ;
Contrôle de la délégation aux OVS ;
Certification sanitaire (vétérinaire officiel).
Remplacements ponctuels à l’abattoir, en tant que vétérinaire officiel, au même titre que les autres ISPV de la structure.
Ce poste côté 3 (parcours professionnel) peut convenir à un(e) ISPV en début de carrière compte tenu du fonctionnement en équipe solidaire et suppléance étendue des cadres du pôle Protection des Populations.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Placé(e) sous l’autorité hiérarchique du directeur, le chef de service exerce les missions déléguées, participe au pilotage du pôle Protection des Populations et participe à l’animation du réseau professionnel.</td></tr>
<tr><td>Compétences</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
</table>

liées au poste	Diplôme vétérinaire exigé Capacité à l'acquisition rapide des connaissances réglementaires et techniques et de la maîtrise des principaux logiciels de bureautique ou de gestion des données utilisés en santé animale (SIGAL, RESYTAL)	Aptitude au travail en équipe Aptitude au management. Intérêt pour le travail en réseau avec les partenaires liés à la santé animale ainsi qu'avec les autres administrations déconcentrées
Personnes à contacter	Mme Cécile GLEYZON, Directrice adjointe M. Xavier MOINE, directeur adjoint M. Emmanuel FOEX, Chef de service SSA Tel : 04 30 11 10 00 courriel : ddetspp@lozere.gouv.fr	

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation

Direction départementale de la protection des populations des Pyrénées-Atlantiques
Abattoir de LAHONTAN
Route de Bellocq
64270 LAHONTAN

Poste ouvert aux titulaires et contractuels (art 4-2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984)

Vétérinaire inspection USDA

N° de publication : **Référence du poste : A6D6400078** **Catégorie : A1**	
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Inspecteur de santé publique vétérinaire	3.1
Vétérinaire inspecteur non titulaire	NA
Poste V (Vacant)	
Présentation de l'environnement professionnel	La DDPP 64 compte 106 agents répartis entre la direction de Pau, la délégation territoriale de Bayonne, 6 abattoirs de boucherie et un abattoir de palmipèdes gras. Le service Sécurité des Aliments est composé de 15 agents dont 5 affectés à Bayonne et 1 sur Lahontan. L'activité agroalimentaire est très développée et diversifiée dans le département, et ce dans toutes les filières (production et transformation de produits carnés, produits laitiers, produits de la pêche, œufs, miel, …etc)
Objectifs du poste	- Inspecteur en sécurité sanitaire des aliments chargé du contrôle officiel au sein des entreprises agréées pour l'export de produits carnés vers les USA - Vétérinaire certificateur pour les exportations de denrées animales vers les pays tiers - Suppléance ponctuelle du Vétérinaire Officiel de l' abattoir de Lahontan - Mobilisation ponctuelle sur des missions prioritaires en cas de besoin (interventions lors de crises sanitaires…)
Description des missions	L'agent sera intégré à l'équipe du service sécurité sanitaire des aliments. Son affectation administrative est située à l'abattoir de Lahontan. Il aura en charge plus particulièrement les missions suivantes: 1 - réaliser les contrôles officiels (inspections physiques et documentaires, prélèvements) et le suivi administratif et technique des entreprises titulaires d'un agrément sanitaire spécifique en vue de l'exportation vers les USA, en concertation avec les agents concernés des services Sécurité Sanitaire des Aliments (SSA) et Abattoirs et Sous Produits (ASP). 2 - instruire les demandes et délivrer les certificats sanitaires, notamment vers les USA, la Chine ou encore la Corée du Sud pour les entreprises agréées pour l'export vers ces pays tiers. 3 - assurer certains remplacements du vétérinaire officiel à l'abattoir de Lahontan, et plus exceptionnellement dans les autres abattoirs du département.

Champ relationnel du poste	Sous l'autorité du Chef de service Sécurité des Aliments Relations avec les agents du service et de la DDPP, avec les autres administrations, les usagers et les professionnels.	
Compétences liées au poste	**Savoirs**	**Savoir-faire**
	Diplôme vétérinaire exigé - Maîtrise des réglementations spécifiques. - Maîtrise des techniques de contrôles et de certification à l'export, - Maîtrise des outils informatiques et bureautiques, - Connaissances juridiques générales.	- Aptitude pour le travail en équipe et en réseau - Bonnes capacités relationnelles et d'écoute, de communication, d'animation, de pédagogie, - Bonne réactivé, en particulier pour la gestion des alertes sanitaires. - Rigueur et sens de l'organisation
Personnes à contacter	Anne-Joëlle HARTIG Chef de service Sécurité des Aliments Tel: 05 47 41 34 01 // Mél: anne-joelle.hartig@pyrenees-atlantiques.gouv.fr Alain MESPLÈDE Directeur Te : 05 47 41 33 73//Mél : alain.mesplede@pyrenees-atlantiques.gouv.fr Date limite de candidature le 09 octobre 2021. Pour les contractuels , envoyer CV et lettre de motivation à la structure par mail ddpp@pyrenees-atlantiques.gouv.fr .	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction départementale de la protection des populations des Pyrénées-Atlantiques
Abattoir de LAHONTAN
Route de Bellocq - 64270 LAHONTAN

Poste ouvert aux titulaires et aux contractuels art 4-2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984.

Responsable du service d'inspection

<table>
<tr><td colspan="3">N° de publication : Référence du poste : A6D6400058

Catégorie : A2</td></tr>
<tr><td colspan="2">Corps</td><td>Groupe RIFSEEP</td></tr>
<tr><td colspan="2">Inspecteur de santé publique vétérinaire</td><td>3.1</td></tr>
<tr><td colspan="2">Vétérinaire inspecteur non titulaire</td><td>NA</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste V (Vacant)</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">La DDPP des Pyrénées-Atlantiques emploie 110 agents, dont 26 dépendent du service Abattoirs et Sous-produits. Le site de LAHONTAN est constitué d'un abattoir industriel de porcs de taille moyenne (45 000 tonnes annuelles) et d’ateliers annexés (découpe, préparation et produits à base de viandes). L'équipe d’inspection vétérinaire est constituée de 10 agents et d'un vétérinaire inspecteur affecté à temps plein sur le site.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Vétérinaire officiel de l’abattoir de Lahontan (encadrement des agents)

NB : sous-groupe RIFSEEP ISPV : 3.1</td></tr>
<tr><td>Description des missions</td><td colspan="2">Organisation, encadrement et animation du service ,
Suivi de la programmation des inspections et de la mise en œuvre des prélèvements PS/PC, trichines, Peste porcine classique,
Participation à l''inspection Ante-mortem
Inspection produits : supervision de l’inspection sur chaîne et prise de décision sur le devenir des produits consignés
Inspection « établissement de l''abattoir et des ateliers annexés,
Participation à la CERTIFICATION USDA (inspection abattoir et atelier de découpe selon les modes opératoires USDA)
Mobilisation ponctuelle sur des missions prioritaires en cas de besoin (interventions lors de crises sanitaires…)</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Directeur et directeur adjoint
Chef du service Abattoirs et Sous-produits
Utilisateurs et exploitant de l’abattoir et des ateliers annexés</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>Diplôme vétérinaire exigé
Connaissances réglementaires et techniques en inspection des viandes ou aptitude à les acquérir</td><td>Encadrement d'équipe
Bonnes capacités relationnelles et d'écoute
Capacités d'analyse et d'évaluation
Utilisation des outils technologiques</td></tr>
</table>

		d'accès aux données
Personnes à contacter	Philippe BARRET - Chef du service Abattoirs et Sous-Produits Tel : 05 47 41 34 10 philippe.barret@pyrenees-atlantiques.gouv.fr Emilie DUPONT – Directrice adjointe Tel : 05 47 41 33 74 emilie.dupont@pyrenees-atlantiques.gouv.fr Candidature pour le 31/10/2021. Les contractuels envoient une lettre de motivation et CV à la structure par mail : ddpp@pyrenees-atlantiques.gouv.fr	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction départementale de la protection des populations de Paris
Service santé-protection animale et environnement
8, rue Froissart - 75003 Paris

Chargé.e d'inspection Vétérinaire officiel

<table>
<tr><td colspan="3">N° de publication : Référence du poste : A6D7500025

Catégorie : A1</td></tr>
<tr><td colspan="2">Corps</td><td>Groupe RIFSEEP</td></tr>
<tr><td colspan="2">Vétérinaire inspecteur non titulaire</td><td>NA</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste V (Vacant)</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">La DDPP75 (160 agents) est placée sous l'autorité du Préfet de Police et est composée de 6 services dont celui de santé et protection animales. Ce dernier est composé de 12 agents répartis en 3 secteurs d'activité : la santé et la protection animales, l'environnement (ICPE et faune sauvage captive) et la prévention contre les nuisances animales liées aux rongeurs et oiseaux.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Missions d'inspection sanitaire dans le domaine de la santé et protection animales
Certification sanitaire à l'exportation</td></tr>
<tr><td>Description des missions</td><td colspan="2">Vétérinaire officiel
Inspections en santé et protection animales, notamment :
- Inspections des établissements détenant des carnivores domestiques
- Inspections sanitaires des manifestations et salons relatifs aux animaux
- Contrôles relatifs à la protection animale (toute espèce)
- Inspections des véhicules de transport d'animaux et instruction des demandes d'autorisation correspondantes
- Contrôles de chiens en provenance de l'étranger sur le terrain
Certification des documents sanitaires : pour les animaux vivants, pour l'exportation de sous-produits animaux et d'alimentation animale
Participation à la gestion de crise en cas d'alertes sanitaires

En cas de vacance, un contractuel de catégorie A VINT pourra être recruté sur la base juridique de l'article 4.2 de la loi 84-16, Indice de rémunération majoré 719 Poste à pourvoir 01/03/2022 pour une durée de trois ans.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Sous l'autorité du Chef de service : relations avec la préfecture de police (direction des transports et de la protection du public, commissariats), avec l'ensemble des cadres et du personnel de la DDPP, les cadres des DDPP d'Ile De France et des échelons régionaux, les vétérinaires sanitaires, la mairie de Paris</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>Diplôme vétérinaire exigé
Diplôme vétérinaire exigé
Connaissances de la réglementation générale et spécifique
Compétences vétérinaires</td><td>Intérêt pour le contrôle de terrain
Sens de l'organisation
Capacité de synthèse et qualités rédactionnelles
Capacité d'adaptation et disponibilité</td></tr>
</table>

	Utilisation de RESYTAL - SIGAL	Travail en équipe Qualités relationnelles Rigueur Réactivité et esprit d'initiative
Personnes à contacter	Adeline MONTCHARMONT, cheffe du service PSAE Tél. : 01 40.27.16.20. Mél :adeline.montcharmont@paris.gouv.fr	

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction départementale de la protection des populations de la Vienne
Service Santé, Protection Animales et Environnement
20, rue de la Providence - BP 10374 - 86009 POITIERS Cedex

Chef.fe de service

<table>
<tr><td colspan="3">N° de publication : 1697 Référence du poste : A6D8600043

Catégorie : A3</td></tr>
<tr><td colspan="2">Corps</td><td>Groupe RIFSEEP</td></tr>
<tr><td colspan="2">Inspecteur de santé publique vétérinaire</td><td>2.2</td></tr>
<tr><td colspan="2">Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement</td><td>2.2</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste V (Vacant)</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Poste basé au siège de la DDPP de la Vienne au service Santé, Protection Animales et Environnement qui compte 9 agents (7 inspecteurs et 2 agents administratifs).
La vienne est un département d'élevage bovins et ovins principalement, cependant toutes les autres espèces sont présentes, en plus faible nombre.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Pilotage et management du service.</td></tr>
<tr><td>Description des missions</td><td colspan="2">- Communication avec les partenaires : vétérinaires sanitaires, organismes à vocation sanitaire (Groupement de Défense Sanitaire)
- Organisation et gestion des prophylaxies (en coordination avec l'OVS délégué)
- Gestion des suspicions et des foyers des maladies réglementées
- Suivi financiers des indemnisations
- Analyse pour ciblage des élevages à inspecter</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Autres membres du CODIR.
Autres agents du siège de la DDPP 86.
Administration centrale et déconcentrée du MAA (DGAL, DRAAF-SRAL).
Laboratoires.
Préfecture - Sous-Préfectures.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>Diplôme vétérinaire souhaité
- réglementation,
- méthodes d'inspection,
- procédures administratives et pénales,
- utilisation de Sigal, SI2A, Résytal, outils bureautiques,
- processus qualité DGAL,
- diplôme vétérinaire souhaité.</td><td>- pratiques managériales: management, définition des objectifs et leur planification, analyse, évaluation, animation,
- rigueur,
- disponibilité.</td></tr>
</table>

Personnes à contacter	Séverine ETCHESSAHAR - Chef du Service - Tél : 05.17.84.00.50 Courriel : severine.etchessahar@vienne.gouv.fr Elodie MARTI-BIZIEN - Directrice départementale par intérim - Tél : 05.17.84.00.08 Courriel : elodie.marti-bizien@vienne.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations
Service Productions Animales et Environnement (PAE)
4, avenue du Rose Poirier - 88050 Epinal

Adjoint.e chef de service en santé et protection animales

<table>
<tr><td colspan="3">N° de publication : Référence du poste : A6D8800042

Catégorie : A2</td></tr>
<tr><td colspan="2">Corps</td><td>Groupe RIFSEEP</td></tr>
<tr><td colspan="2">Inspecteur de santé publique vétérinaire</td><td>3.2</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste V (Vacant)</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Depuis le 1er avril, la structure comprend 86 agents répartis sur 5 sites dont 3 abattoirs (Domvallier, Dommartin -les-Remiremont, Rambervillers).
Le poste est basé à EPINAL, sous la responsabilité du chef de service PAE.
Ce service est constitué de 24 agents dont 16 agents en abattoirs.

Poste ouvert aux contractuels sur le fondement de l'article 4-2 de la loi 84-16.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">En tant qu'adjoint au chef de service, participer au management du service et assurer la suppléance du chef de service. Responsable du secteur abattoirs.</td></tr>
<tr><td>Description des missions</td><td colspan="2">- Adjoint au chef de service : participe au management de l'équipe, au pilotage et la programmation des activités, appuie et supplée le chef de service, représente le chef de service à l'extérieur.
- Prise en charge de dossiers transversaux dans les domaines de la santé et de la protection animales et environnement.
- Responsable des abattoirs. Participe et représente la DDPP aux CODERST, aux CDNPS, aux DISEN et autres instances décisionnelles ou de coordination interministérielle.
- Prend en charge les dossiers techniques complexes, assure la veille réglementaire et technique. Produit les bilans et tableaux de suivi. Appui aux inspecteurs ICPE.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">La diversité des administrations et acteurs en charge des secteurs contrôlés confère à ce poste un champ relationnel très large.
Préfecture et sous-préfectures, DDETSPP, DDT, DREAL, DRAAF, SRAL, ARS, DGAL, Chambre d'agriculture, GDS, OFB, associations de protection de l'environnement et associations de protection animale , professionnels (abattoirs et élevages).</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>Diplôme vétérinaire exigé
Autonomie et esprit d'initiative
Adaptabilité et réactivité
Bonnes connaissances de l'environnement professionnel et institutionnel</td><td>Travailler en réseau interne et externe
Gérer les priorités
Organiser les activités</td></tr>
</table>

	Disponibilité	
Personnes à contacter	Yann NEGRO, directeur départemental Tél: 03.29.68.48.10 - Mail: yann.negro@vosges.gouv.fr Abdesselam HANNACHI, chef du service Productions Animale et Environnement Tél: 03.29.68.48.61 - Mail: abdesselam.hannachi@vosges.gouv.fr Véronique GARBE, chargée de mission Tél: 03.29.68.48.13 - Mail: veronique.garbe@vosges.gouv.fr	

N°ODISSEE : A6R3100003
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction Régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt Occitanie
697,avenue Etienne Mehul - CA Croix d'Argent - CS 90077 - 34 078 MONTPELLIER CEDEX 3
Service régional de l'alimentation
Unité coordination

COSIR

N° de publication : **Référence du poste : A6R3100003** **Catégorie : A1**	
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	NA
Poste V (Vacant)	
Présentation de l'environnement professionnel	Le service régional de l'alimentation (SRAL) est constitué de 7 unités réparties sur 3 sites : Toulouse (siège), Montpellier, et Perpignan (antenne SIVEP). Chargé de la mise en œuvre de la politique de l'alimentation, le SRAL pilote et coordonne au niveau régional le programme de sécurité et de qualité sanitaires de l'alimentation. Le poste est localisé sur le site de Montpellier.
Objectifs du poste	Référent régional pour l'ensemble des systèmes d'information de la DGAL, le COSIR apporte son appui et son expertise sur tous les sujets en lien avec le système d'information de l'alimentation. Cette expertise est proposée à aux directeurs, chefs de service et utilisateurs des DDI et de la DRAAF.
Description des missions	Sous l'autorité de la cheffe d'unité coordination 1 Appui et expertise techniques auprès des DDecPP et du SRAL pour la mise en œuvre du SIAL (vétérinaire et phytosanitaire) et son intégration dans le fonctionnement des structures, Assister encadrants et inspecteurs dans la mise en œuvre du SIAL et l'application des ODS Animer le réseau régional des correspondants SIAL Réaliser les extractions pour le suivi des activités et le pilotage de la performance, contribuer à l'harmonisation des enregistrements et à la qualité des données Participer à des réunions techniques en SSA, SPA, PV, CODERPP Animer des formations, en élaborer des programmes sur demande de la DGAL 2 Participation au réseau national des COSIR Contribuer à la modernisation du SIAL au niveau local et national (groupes de travail, recettage ..) Assurer le tutorat des nouveaux membres du réseau Assurer la qualification des laboratoires pour les échanges de données Nombreux déplacements à prévoir

Champ relationnel du poste	DDecPP, DRAAF, DGAL, DIRECCTE et réseau des COSIR	
Compétences liées au poste	**Savoirs**	**Savoir-faire**
	Aucun diplôme vétérinaire exigé Connaissance de l'environnement institutionnel et des domaines d'activités du SRAL et des DDecPP Connaissances des métiers de la DGAL Connaissance des systèmes d'information de la DGAL Compétences en matière de formation et de pédagogie	Capacité à mener un projet, au travail en équipe, en réseau Sens de la pédagogie, des relations humaines Autonomie, esprit d'initiative Capacité d'adaptation à l'évolution du poste et à son environnement Capacité d'anticipation, gestion des priorités
Personnes à contacter	Catherine PAVE - Cheffe du Service régional de l'alimentation 05 61 10 62 92 // catherine.pave@agriculture.gouv.fr Isabelle DURAND - cheffe de l'unité coordination 05 61 10 62 69 // isabelle.durand@agriculture.gouv.fr	

N°ODISSEE : A6R3100021
Direction Régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt Occitanie
697,avenue Etienne Mehul - CA Croix d'Argent - CS 90077 - 34 078 MONTPELLIER CEDEX 3
Service régional de l'alimentation
Unité Santé des végétaux

Chef.fe d'unité Santé des végétaux

N° de publication : **Référence du poste : A6R3100021** **Catégorie : A2**		
Corps		**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement		NA
Poste V (Vacant)		
Présentation de l'environnement professionnel	Le service régional de l'alimentation (SRAL) est constitué de 7 unités réparties sur 3 sites : Toulouse (siège), Montpellier, et Perpignan (antenne SIVEP). Chargé de la mise en œuvre de la politique de l'alimentation, le SRAL pilote et coordonne au niveau régional le programme de sécurité et de qualité sanitaires de l'alimentation. Poste localisé à Montpellier	
Objectifs du poste	Organiser, mettre en œuvre et suivre les actions de l'unité en matière de santé des végétaux : surveillance des organismes réglementés ou émergents (SORE), inspections export, passeport phytosanitaire (PP), gestion de foyers, contrôle des mesures ordonnées (CMO)	
Description des missions	Sous l'autorité de la cheffe de service : - manager l'équipe d'inspecteurs, intervenir en appui, - coordonner et planifier les missions de l'unité (en multi-sites), en lien avec le chef de l'unité inspections en santé publique et environnement et la cheffe d'antenne de Perpignan (notamment pour PP, SORE, CMO, Export) - gérer les compétences des agents de l'unité, - piloter la gestion des foyers et alertes en santé des végétaux, - mettre en œuvre les dispositions du règlement santé des végétaux, - contribuer à l'application des mesures du règlement 2019/829 (quarantaines), - assurer la coordination technique avec l'OVS, - assurer la revue et le traitement des ordres de service, - assurer le suivi de la programmation et des indicateurs de performance, gérer les suites données aux inspections et leur harmonisation, - apporter une expertise, assurer des inspections - représenter la DRAAF / SRAL	
Champ relationnel du poste	DGAL, DRAAF, DDT, DREAl, ARS, OVS, Chambres départementales et régionale d'agriculture, instituts techniques, organisations professionnelles, collectivités territoriales, laboratoires d'analyses et laboratoires de quarantaine...	
Compétences	**Savoirs**	**Savoir-faire**

liées au poste	Aucun diplôme vétérinaire exigé Environnement institutionnel et professionnel Agronomie et protection des végétaux Expertise phytosanitaire Outils et méthodes d'analyse de risque Compétences juridiques et réglementaires Outils bureautiques et applications métier (Resytal, Sigal..)	Conduire un projet, travail en équipe, en réseau, Ecouter, négocier Qualités relationnelles, aptitude au management Rédiger, communiquer Organisation, anticipation, réactivité, gestion des priorités Rendre compte
Personnes à contacter	Catherine PAVE - Cheffe du Service régional de l'alimentation 05.61.10.62.92 // catherine.pave@agriculture.gouv.fr	